

MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED

Médias et extrêmes droites



À la «Une» de la PQR en 2014



SOMMAIRE

4. *Libé*: plus dure sera la chute?
 6. Réélection d'Evo Morales:
 Circulez, y'a rien à voir!
 10. L'édition en sciences humaines:
 Crise ou pas crise?

DOSSIER

Médias et extrêmes droites

13. Les médias et le FN,
 indignations et banalisation
 19. Ces éditorialistes VRP du FN
 27. Sur le « populisme » du FN
 (Entretien avec A. Collovald)
 30. Le FN par le petit bout de la
 lorgnette médiatique
 33. « Réinformation »? L'extrême
 droite des médias en ligne
 38. Leurs critiques des « merdias »

21-24: Encart « Première Journée
 de la critique des médias »,
 à détacher, à afficher, à diffuser!

Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

Directeur de la publication
 Henri Maler

Ont collaboré à ce numéro
 Caroline Brun, Blaise Magnin,
 Henri Maler, Ugo Palheta,
 Jean Pérès, Olivier Poche,
 Thibault Roques, Cyrille Rivallan,
 Julien Salingue, Nils Solari

Illustrations
 Colloghan

Secrétaires de rédaction
 Olivier Poche, Julien Salingue

Imprimé par
 Espace Imprim
 46, rue de Paradis – 75010 Paris

Commission paritaire: 1213 G 91177
ISSN: 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit
 d'un travail collectif et engageant collectivement
 l'association Acrimed. C'est pourquoi,
 sauf exception, ils ne sont pas signés.

DES LIBERTÉS À DÉFENDRE, DES LIBERTÉS
À GARANTIR, DES LIBERTÉS À ÉTENDRE

*Les assassinats récemment
 perpétrés à Paris sont
 des actes ignobles.*

*L'attentat perpétré contre
 l'hebdomadaire Charlie
 Hebdo est ignoble. Des
 journalistes assassinés et
 c'est la liberté de toute la
 presse qui est visée, et,
 à travers elle, toutes les
 libertés.*

*La liberté de l'information
 est en danger quand des
 fanatiques, des dictatures ou
 des régimes autoritaires s'en
 prennent à elle.*

*Mais elle n'est pas en
 bonne santé quand les
 médias sont livrés à des
 actionnaires qui laissent se
 développer un journalisme
 précaire et à bas coût,
 quand les chefferies
 éditoriales, particulièrement
 dans les grands médias
 audiovisuels, se satisfont
 d'un pluralisme anémié,
 quand des gouvernements,
 en France même, placent
 les journalistes sur écoute,
 abandonnent la presse écrite
 à son marasme, le secteur
 public de l'audiovisuel à son
 sous-financement, les médias
 libres et alternatifs à des
 formes de mendicité.*

*Devenus des « Charlie »,
 des responsables
 politiques – ceux-là mêmes
 qui, habituellement, se*

*désintéressent du pluralisme
 quand ils n'en sont pas les
 seuls bénéficiaires, plaident
 pour l'impertinence et
 la diversité. Devenus des
 « Charlie », les patrons
 des médias dominants se
 sont déclarés garants d'une
 liberté de la presse qu'ils
 confisquent à leur profit.*

*Nous ne voulons pas douter
 de l'émotion de ces amis
 de la liberté, mais ce n'est
 pas la même que la nôtre.
 Ce n'est probablement pas
 non plus la même que celle
 des manifestants qui se sont
 dressés contre le fanatisme
 au nom de la liberté
 d'expression. C'est à eux,
 c'est à nous qu'il appartient
 de faire vivre cette liberté.*

*Et aux gouvernants de
 passer, maintenant, de
 la parole aux actes, en
 commençant par adopter la
 loi sur le secret des sources,
 en offrant aux rédactions
 un statut juridique pour
 qu'elles puissent se défendre
 contre les attaques de leurs
 actionnaires ou de leur
 hiérarchie, en dotant les
 médias citoyens sans but
 lucratif d'un statut juridique
 et des moyens d'exister, en
 refondant radicalement les
 aides à la presse...*

*Et caetera, puisque ce ne
 sera qu'un début!*

LIBÉ : PLUS DURE SERA LA CHUTE ?

« Environ un tiers des effectifs menacés de licenciement, voilà l'annonce de la direction de Libération, effectuée ce lundi 15 septembre 2014 au Comité d'entreprise et aux salariés du quotidien. C'est pour faire de Libération un groupe multimédia rentable, "normal", que cette mutilation a été détaillée, avec une réorganisation complète de ce qui restera de la rédaction et de ses services. Cette réduction doit permettre au journal de redevenir rentable en 2015 selon la direction. »

Ainsi s'exprimait, en septembre dernier, le Syndicat national des journalistes (SNJ), dans un communiqué au titre explicite: « Big Bang meurtrier à Libération ». Trois mois plus tard, ce sont une centaine de salariés (sur 238) qui ont fait connaître leur volonté de quitter le journal, soit un nombre excédant largement celui prévu par le « plan de départ volontaire » imposé par la direction. Sans doute parce que l'avenir est des plus sombres pour ceux qui restent. Pourquoi? Quelques réponses grâce, notamment, à un rapport d'expertise consacré au « projet de transformation » de Libération et récemment réalisé pour le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) par le groupe Apex-Isast.

« UNE COMMUNICATION ANXIOGÈNE »

Ce rapport permet sans doute de comprendre pourquoi tant de salariés de Libération ont « choisi » de partir. Ce long document est en effet, à bien des égards, affligeant pour la direction du journal, et dénonce de manière précise et informée les errements, pour ne pas dire les fautes, de cette direction dans la conduite et dans les objectifs de son « plan de transformation »: « contexte social dégradé », « risques psychosociaux », « accroissement de l'intensification du travail », « transformation du journal vers une culture de management gestionnaire », etc.

Le rapport dénonce ainsi, entre autres, une communication « anxiogène ». Lorsque l'on entre dans le détail de ladite « communication », on peut même se dire que le terme « anxiogène » est un doux euphémisme: « Un diaporama a été présenté à l'ensemble des salariés reprenant les suppressions de postes envisagées, sans davantage d'explications. Certains salariés ont appris la suppression de leur poste lors de cette présentation. » La communication s'est faite « essentiellement par mail: 2 messages ont été adressés aux salariés, l'un portant sur le Plan de départ volontaire et le second sur la mise en place d'une cellule d'écoute ». Qui plus est, « seulement certains salariés sont reçus par la direction. La logique des suppressions n'est pas claire pour les salariés, le message

de décisions arbitraires et de "règlement de compte" circule ». « [Il existe] une vision contrastée entre ce que la direction pense avoir fait comme communication sur la mise en place de groupes de travail et le ressenti des salariés: aucune communication écrite officielle n'a été adressée aux salariés. » Etc.

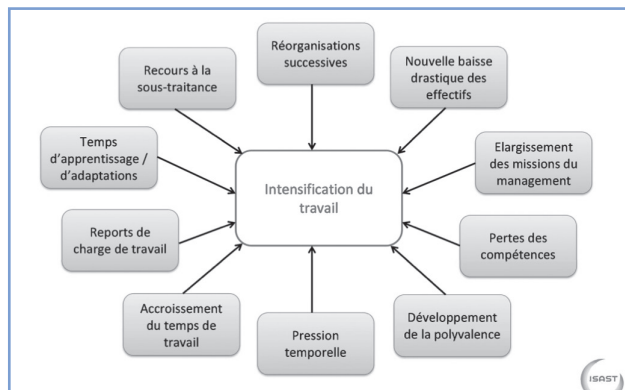


Un article publié vendredi 28 novembre sur le site de Téléràma fait ainsi état d'une ambiance « pesante », comme en témoigne la journaliste Lorraine Millot, sur le départ: « C'est un crève-cœur, mais ils ont tout fait pour écœurer les gens. Dialogue social: zéro. Gestion du personnel: lamentable, ou plutôt absente. Le climat est abominable et délétère, déliquescent. Outre les ascenseurs en panne, on ne peut plus imprimer faute de cartouches d'encre. Et on est obligé de quémander pour un bloc-

notes ou un stylo! J'ai la sensation d'un immense gâchis. » Dans de telles conditions, on comprend que nombre de salariés du journal préfèrent partir (avant qu'il ne soit trop tard?) à l'occasion du « plan de départ volontaire ».

« UNE INTENSIFICATION DU TRAVAIL PRÉVISIBLE »

D'autant plus que l'avenir ne semble guère radieux... L'un des schémas publiés dans le rapport CHSCT résume en grande partie ce qui attend, dans les mois et les années qui viennent, les salariés du « futur » Libération.



Quelles peuvent être ainsi, par exemple, les effets concrets du « développement de la polyvalence » induit par les réductions d'effectifs et la réorganisation du journal ? Entre autres : « stress accru devant une multitude d'informations à traiter ; crainte d'être dans l'obligation de rédiger un article dans un domaine mal connu et de ce fait, perdre le sens de son travail et le plaisir de faire ; pression de la production plus forte liée à la publication d'articles plus rapide ; tension du fait des objectifs de production assignés ; compétition accrue entre journalistes, notamment avec les plus jeunes. » On comprend dès lors ce journaliste (partant) cité par *Télérama* : « On croyait que le plus dur serait pour ceux qui partent, mais ce sera pour ceux qui restent ».

« UN ACCROISSEMENT DU TEMPS ET DES RYTHMES DE TRAVAIL »

Dans la mesure où la baisse des effectifs se double d'une volonté de la direction « d'élargir l'amplitude horaire », le temps de travail va mécaniquement s'accroître, de même que les rythmes imposés aux salariés qui restent, avec comme conséquences organisationnelles, notamment : « Un travail masqué non pris en compte (travail à domicile, interviews...) qui ne se fait pas systématiquement avec une présence physique dans les locaux » ; « un renforcement des règles et du contrôle

vécu comme une sanction » ; « une durée de travail amplifiée alors que certains salariés dépassent largement les horaires, ne prennent pas l'ensemble de leur RTT et de leurs congés » ; « des règles et du contrôle qui risquent de rigidifier l'organisation du travail au détriment du travail coopératif » ; « des impacts vie professionnelle/vie personnelle aggravés ». Avec, entre autres effets prévisibles de ces méthodes visant à maximiser à tout prix la productivité des salariés, des conséquences sur la vie privée et des risques pour la santé : « sentiment de surcharge ; absence de temps de récupération ; démotivation ; sentiment d'injustice ; tensions avec la hiérarchie et inter-équipes ; fatigue, stress, burn-out ; dégradation de la vie personnelle ».

Évidemment, la qualité du journal s'en ressentira, puisqu'on demandera toujours plus à toujours moins de salariés, sans aucune anticipation des bouleversements à venir : « Selon le projet présenté, le rédacteur passerait de 9,75 feuillets à 11,08 feuillets par semaine. Ce qui n'est pas précisé ce sont les conditions dans lesquelles le rédacteur devra rédiger ses feuillets, à savoir : les départs de salariés expérimentés qui connaissaient les rouages et savaient travailler avec chacun des services ; des recrutements qui vont nécessiter des temps d'apprentissage ; des recherches documentaires à réaliser soi-même [...] ; une suppression des postes de directeurs artistiques qui mettaient en valeur l'article d'où la fierté finale de la parution de son article pour le journaliste ; un bouclage toujours prévu à 20h00 – report sur la rédaction de la qualité de la copie (suppression des correcteurs et aujourd'hui suppression de postes de secrétaires de rédaction) ; la suppression de cette organisation collective qui faisait en sorte de faciliter le travail du journaliste. »

Quel avenir pour *Libération* ? Nous ne le savons pas, et notre rôle n'est pas de nous substituer aux syndicats et de proposer un « autre » plan. Mais cet avenir doit être bien sombre pour que nombre de journalistes du quotidien « choisissent » de partir avant qu'il ne soit trop tard.

Laurent Joffrin révolté par la transformation de *Libération*

C'en est trop. Le projet de transformation de *Libération*, qui entraînera le départ de près de 100 salariés du quotidien et qui met en péril la survie du titre, ne passera pas. Et c'est le directeur de *Libération*, Laurent Joffrin en personne, qui le fait savoir :

« Les budgets se réduisent, les moyens s'amenuisent, les journalistes dignes de ce nom commencent à coûter trop cher. Si rien ne change, l'avenir est tracé : les médias seront de moins en moins capables d'entretenir des rédactions nombreuses, expérimentées et talentueuses. Le modèle low cost deviendra la norme, qui réunira sur un même plateau des rédactions multimédias peu nombreuses et travaillant très vite, par téléphone ou sur internet, incapables de dégager du temps pour enquêter en profondeur, ou de payer des spécialistes dont l'expertise acquise au fil de longues années les rend à même de contester les informations que diffusent les pouvoirs, économique ou politique. »

Voilà qui est bien dit ! On espère que les actionnaires du journal entendront le message et reverront leur copie. À moins que... À moins que ces tonitruantes déclarations de Joffrin ne concernent pas la saignée dont est victime le quotidien. Ce qui est fort probable, car elles datent de... 2009 : on les trouve en effet à la page 41 de son misérable pamphlet *Média-Paranoïa*. Rien à voir donc avec les événements en cours à *Libération*, où Laurent Joffrin, qui met en place sans rechigner la « réforme » voulue par les actionnaires, pourra continuer, comme il sait si bien le faire, de « contester les informations que diffusent les pouvoirs, économique ou politique ».

RÉÉLECTION D'EVO MORALES : CIRCULEZ, Y'A RIEN À VOIR !

Le dimanche 12 octobre, le président sortant bolivien, Evo Morales, était réélu haut la main et dès le premier tour avec près de 61 % des suffrages : un résultat à faire pâlir d'envie nombre de chefs d'État occidentaux ! En ouvrant la voie à un troisième mandat consécutif, cette nouvelle consécration crédite Morales d'un record de longévité parmi les présidents élus démocratiquement dans ce pays, et fait de lui le président le plus ancien en exercice sur le continent.

Un tel événement ne pouvait passer entre les mailles journalistiques des médias hexagonaux. Et pourtant si, ou presque ! À l'exception de quelques papiers de correspondants ou de journalistes spécialisés sur l'Amérique latine, pas grand-chose à se mettre sous la dent. Mais la Bolivie n'est pas le Brésil, et visiblement, toutes les élections en Amérique latine n'attirent pas les mêmes faveurs de la presse française...

Certes, la Bolivie n'est pas un « grand » pays de par sa taille, sa population ou son économie ; elle pourrait même être vue comme un « petit pays » au regard de sa place sur l'échiquier géopolitique international. En effet, avec un peu plus de 10 millions d'habitants, la Bolivie en compte presque vingt fois moins que le Brésil et un peu moins que... l'Île-de-France !

Pour autant, cet argument est-il suffisant pour justifier l'absence de toute forme d'« enquête » un peu poussée, ou tout simplement d'un minimum d'« information » sur un pays qui connaît un mouvement de transformation sociopolitique sans précédent ? Évidemment, la Bolivie, n'est pas le seul endroit du monde où se déroulent des processus originaux et dont les médias se désintéressent : c'est aussi le cas pour des régions dont on n'entend pas, non plus, beaucoup parler, comme l'Islande, le Népal, l'État du Chiapas au Mexique ou celui du Kerala en Inde, etc.

Pourtant, certains « petits » pays (au regard des critères très discutables énoncés ci-dessus) semblent dignes de susciter l'intérêt des grands médias. Ainsi, les pays scandinaves, pas plus grands que la Bolivie, mais européens, eux, sont non seulement scrutés en

permanence, mais aussi érigés en exemples partout et tout le temps, lorsqu'il s'agit de vanter les mérites de la fameuse « flexi-sécurité ».

Et parfois, il arrive même que des États aussi confidentiels et « exotiques » que le sultanat de Brunei se retrouvent au

cœur de l'actualité, comme en mai dernier. Mais il faut pour cela la conjonction exceptionnelle d'éléments à même d'exciter la curiosité des « grandes » rédactions : le glamour des palaces détenus par le sultan, le frisson consécutif à l'adoption de la Charia par ce micro-État pétrolier et, à la suite de ce changement législatif, l'engagement courageux de « people » du monde entier pour soutenir l'appel au boycott des hôtels

de luxe désormais marqués du sceau de la Charia... Certes, la portée sociale ou politique de l'affaire ne va pas bien loin, mais quel cocktail d'informations détonnant !

Dès lors, on peut légitimement se demander, à partir du cas bolivien, quelles peuvent être les raisons qui expliquent que tel ou tel pays soit quasiment exclu, quelle que soit l'importance de son « actualité », du radar des grands médias ?

Evo Morales, président indéboulonnable



LA CONTRAINTE ÉCONOMIQUE : LA CRISE DE LA P(A)RESSE !

On le sait, la presse (écrite notamment) traverse une crise sans précédent. Comme nous ne cessons de le rappeler, les contraintes que font peser la concentration et la financiarisation des médias expliquent – pour partie – la réduction des budgets dédiés à « l'actualité internationale » et donc à la rémunération d'envoyés spéciaux et *a fortiori* de correspondants permanents. Ceci constitue peut être une première explication au fait que la plupart de nos grands médias se soient contentés, dans le cas du phénomène qui nous intéresse ici, du simple retraitement de dépêches provenant d'agences (AFP, en majorité, et Reuters) : c'est le cas, entre autres, pour LeMonde.fr, L'Express, Le Figaro.fr, France 24, Les Échos, etc. Or la reprise, même remaniée, de dépêches provenant d'une ou de deux sources n'est pas, évidemment, la panacée pour garantir une information pluraliste et de qualité. Mais nous y reviendrons...

En revanche, il faut tout de même signaler que certains médias ont sollicité leurs correspondants locaux, ou à défaut leur « responsable Amériques », pour aller un peu au-delà de ce que proposent les agences, tels L'Humanité (Cathy Ceibe), Le Figaro (Patrick Bèle), La Croix (Gilles Biassette), Libération (Gérard Thomas), RFI (Reza Normamode), Le Monde (en amont de l'élection, Chrystelle Barbier), les DNA et Le Progrès (appartenant au même groupe, ils publient le même article), Le Parisien, ou encore Courrier International qui reprend brièvement un article du quotidien bolivien *Página Siete*.

Nous reviendrons plus tard sur le contenu de ces articles, mais force est de constater que l'argument économique – « ne pas informer sur un pays lointain car c'est trop coûteux » – ne tient pas toujours la route et qu'il n'est pas indépassable.

LA LOI DE PROXIMITÉ ?

Enseignée dans les écoles de journalisme, la loi de proximité, si l'on en croit la définition de Wikipédia, correspond au « principe suivant lequel les informations ont plus ou moins

d'importance suivant leur proximité par rapport au lecteur. On parle également de mort kilométrique dans le domaine des faits divers ». Selon cette loi, les journalistes auraient donc en France, davantage intérêt à traiter les informations susceptibles de « coller » aux attentes du lectorat français. Et donc, la Bolivie, « ce pays enclavé » (sic), selon *Le Parisien*, ne concernerait finalement que peu de gens...



On notera cependant que le président bolivien avait tout de même eu droit aux faveurs d'une dépêche AFP le 3 juillet dernier, reprise aussitôt par une myriade de journaux [1], non pour parler de sa politique et de ses réalisations, mais pour rapporter qu'il « avait autrefois l'habitude de se soigner en buvant sa propre urine ». On appréciera, ou pas, le genre d'ironie que masque mal ce type d'« information »...

Toujours dans cette idée de « proximité », l'argument culturel (encore faudrait-il savoir ce que l'on entend par « culture ») pourrait également être invoqué. En effet, la Bolivie finalement, ne fait que subir le même traitement que nombre d'autres « petits pays », notamment lorsque ceux-ci sont éloignés géographiquement et culturellement, et plus encore quand ils sont marqués par des expériences politiques qui heurtent le sens commun des rédactions. Pour autant, le fossé culturel ou la barrière linguistique n'expliquent pas tout, en particulier à l'heure de la mondialisation des échanges. Il est vrai qu'avoir une

compétence à l'international n'est pas donné à tout le monde, notamment dans le milieu du journalisme, où la proportion des « grands reporters » s'amoindrit face au « journalisme de desk », ce journalisme « assis » ou de bureau. En effet, couvrir un pays étranger pourrait supposer au minimum, de connaître (ne serait-ce qu'un peu) la (ou les) langue(s) que l'on y pratique [2], et au mieux, d'y résider plus ou moins longtemps ; ce qui est d'ailleurs préférable, en termes de qualité de traitement, à la « compétence régionale » de certains correspondants, qui consiste à devoir traiter (tant bien que mal) plusieurs pays à la fois, comme s'il s'agissait d'un ensemble (relativement) homogène.

Pourtant, ces pré-requis ne sont pas toujours ceux qui caractérisent la profession, comme le rappelle Maurice Lemoine dans le documentaire « Médias contre Tambours » [3] :

« On voit régulièrement arriver en Amérique latine [...] des journalistes qui ne parlent pas espagnol. Qu'est-ce qu'ils font ? S'ils sont français, et bien ils cherchent les gens qui parlent français. » Et de préciser (aux alentours de la 40^e minute) : « Il y a de moins en moins ce que l'on pourrait appeler des spécialistes de l'Amérique latine. Parce que cela n'intéresse plus les médias ; parce qu'on n'en vit plus, ou on en vit mal, donc il y en a de moins en moins. Donc on envoie de plus en plus souvent des jeunes journalistes qui n'ont pas la culture latino-américaine, qui ne connaissent pas bien le pays ». Poursuivant autour du traitement fait sur le Venezuela, il précise : « Le journaliste arrive là-bas : il va immédiatement s'identifier avec la classe moyenne. D'abord parce qu'il appartient à la classe moyenne. Deux, [...] si c'est un homme, parce que les Vénézuéliennes de la classe moyenne sont vraiment « chicos », hein, c'est un vrai plaisir. Trois, parce que franchement les pauvres des fois, ils ont des sales gueules [...] ils ne sont pas très raffinés, puis ils vivent dans des quartiers un peu dangereux, donc on ne va pas aller les voir. »

Si l'on en croit Maurice Lemoine, le biais culturel ne joue donc pas uniquement

à l'encontre de l'appréhension d'une culture étrangère, mais peut également opérer à l'égard de formes de sous cultures liées à l'appartenance sociale (pour ne pas dire, de classe), et ce, comme le précise l'ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, dans le cadre d'« un processus d'identification qui va se faire », par exemple, davantage entre deux journalistes de nationalité distinctes mais d'extraction relativement homogène, qu'entre un « envoyé spécial » (européen par exemple) et un travailleur ou un Indien, qui plus est issu du « pays le plus démuné d'Amérique latine » (*Le Parisien*, toujours).

Au-delà du simple folklore, la singularité ethnolinguistique et l'étendue de la grande pauvreté dans la population (même si Morales est parvenu à la faire reculer) constitueraient donc une première piste d'explication du relatif silence médiatique vis-à-vis de la Bolivie en particulier, et de l'Amérique latine en général. Une première piste, certes, mais qui n'est toujours pas suffisante.

LA LIGNE ÉDITORIALE

Une fois passés en revue les arguments pointant les contraintes financières, l'éloignement du terrain ou la difficulté (quasi) anthropologique du rapport à l'autre (surtout quand celui-ci est étranger, indien, pauvre, etc.), que nous reste-t-il donc, sinon la ligne éditoriale ?

1. Le personnage Evo Morales...

Sur cet aspect, il convient de s'attarder un peu sur ce qui s'est, malgré tout, écrit autour de cette réélection d'Evo Morales. Et puisqu'elles sont les plus reprises par nos médias, attachons-nous tout d'abord aux dépêches de l'AFP. Evo Morales y est présenté comme « L'ancien berger de lamas, issu de la gauche radicale latino-américaine ». Fidèle à sa tradition, l'agence française recycle les catégories qu'elle a (largement) contribué à instituer. En effet, en ce qui concerne les personnalités de la scène politique latino-américaine, il existe une tendance à rappeler systématiquement le passé jugé peu légitime de certaines d'entre elles, de manière à amoindrir la légitimité, politique et populaire, que garantissent les victoires électorales. Ainsi, il est de commune mesure de

présenter les chefs d'État « issus de la gauche radicale latino-américaine » comme « ancien guérillero » (Daniel Ortéga au Nicaragua) ou « ancien colonel putschiste » (Hugo Chávez au Venezuela). Et Evo Morales ne peut faire exception à la règle, d'autant qu'il est, de plus, un « ancien cocalero » (*Le Parisien*), voire un « ancien berger et cultivateur de coca » (*Les DNA*) [4] ...

Si Patrick Bèle, pour *Le Figaro*, a le mérite de soulever que Morales est un « homme politique atypique qui a connu un parcours plus qu'atypique » et voit en lui un « provocateur tranquille » qui « agit rarement comme on l'attendrait d'un chef d'État » ; et si Gilles Biassette, pour *La Croix*, rapporte qu'il est « né dans une famille d'une communauté aymara coupée du monde, sans eau ni électricité [et qu']il perdra quatre de ses sept frères et sœurs, victimes de maladie et de malnutrition », c'est un tout autre type de biographie qui est en revanche à retrouver dans *Le Parisien* (les mots en gras sont soulignés par nous) : « L'ancien berger de lamas [merci l'AFP !], né dans la misère de l'Altiplano et forgé dans le syndicalisme paysan et ouvrier, a su amener la Bolivie à une stabilité politique et économique sans précédent au prix d'un exercice du pouvoir parfois jugé autocratique par les observateurs [lesquels ?]. Son socialisme à tendance communiste effraie les Boliviens les plus aisés. Ses adversaires lui reprochent d'avoir appuyé une loi autorisant, sous certaines conditions, le travail des enfants à partir de 10 ans, une réalité en Amérique latine. Ils l'accusent de ne pas être parvenu à endiguer la corruption, l'insécurité, ni le trafic

de drogue [...] Le cheveu épais et en broussaille, visage buriné de paysan des montagnes, Morales, qui se décrit comme "l'Indien noir et laid au nez de perroquet", préfère les petits bains de foule de province aux démonstrations de force lors de discours fleuves. À la différence de Fidel Castro pour qui il a une grande admiration, Morales n'est pas un orateur ; élevé dans la langue aymara, et parti de l'école très tôt, il a parfois du mal à s'exprimer en espagnol. »

Si nous n'avons pas, pour notre part, pu authentifier l'exactitude de cette prétendue auto description (« l'Indien noir et laid... »), elle s'avère en revanche suffisamment parlante pour le quotidien français, au point de la faire figurer en sous-titre, et alimenter ainsi l'image peu engageante que l'on devrait retenir du chef d'État bolivien. Pire, l'écoute ou le visionnage de n'importe quel discours de ce dernier suffit à démentir cette insinuation sinon mensongère, en tout cas dégradante, selon laquelle « il a parfois du mal à s'exprimer en espagnol ». Qu'importe, pour le lecteur du *Parisien*, le mal est fait.

Mais *Le Parisien* n'en reste pas là, puisqu'il avance également deux erreurs ou du moins, des approximations. La première, au sujet de la culture de coca, à propos de laquelle « l'ancien « cocalero » plaide [...] pour une dépénalisation internationale », et que le quotidien assimile à celle du pavot, laissant entendre qu'elles seraient partout sous le même régime de prohibition et combattue à ce titre par les États Unis. Si *La Croix* rappelle



que « la production est légale, mais encadrée, en Bolivie », il est également relativement aisé de distinguer la proportion de coca issue de « culture illicite », soit destinée à la production de stupéfiant, de celle vouée à une utilisation ancestrale, « d'usage multiple pour les populations andines », comme le rappelle à nouveau *La Croix*.

La seconde, lorsque *Le Parisien* affirme que « Ce troisième mandat » ouvert par la réélection est « en contradiction avec la Constitution qui n'en permet que deux successifs [et qu'il] pourrait ne pas être le dernier » : s'il est vrai que la nouvelle constitution bolivienne, approuvée en 2009, ne permet que deux mandats successifs, en revanche, ce journal semble éluder la décision rendue par l'arrêt de la Cour Suprême en 2013, selon lequel la première partie du mandat de Morales (2006-2009), soit avant la réforme constitutionnelle, ne devait pas être prise en compte vis-à-vis de cette restriction. Mais encore une fois, le mal est fait et dans la tête du lecteur, non seulement Morales est assimilé à un trafiquant, mais de plus, son élection n'est pas très légitime...

2. ...Et les actions qu'il a mises en œuvre

Outre la vision caricaturale que semble retenir *Le Parisien* au sujet du président bolivien, doit-on s'en tenir, au sujet du pays qu'il dirige, au simple constat d'un « pays enclavé, aux finances dopées par la nationalisation des hydrocarbures » que fait le même quotidien ? À en croire les quelques autres journaux, (heureusement) non.

Libération, qui ne s'est pas toujours illustré pour son traitement impartial vis-à-vis de l'Amérique latine, fait état, dans un article signé Gérard Thomas, du « cocktail gagnant bolivien », comme produit d'un « savant dosage de déclarations musclées contre « l'impérialisme et le colonialisme », d'une large rasade de pragmatisme économique et de programmes sociaux, le tout agrémenté d'un zeste de vista politique » qui a permis que « les exportations [aie]nt quintuplé, passant à plus de 7,5 milliards alors que le pays n'a pas encore exploité ses réserves de lithium, les plus importantes du

monde » ; et une réduction de « la pauvreté de 38 % à 18 % », avec « une croissance à 6,5 % cette année » et un « chômage [qui] est tombé à 3 %, son plus bas niveau historique ». Avant de préciser que « le principal acquis de l'ère Morales est sans nul doute la longue plage de stabilité politique dans un pays qui a connu 160 coups d'État depuis son indépendance en 1825 ».

Patrick Bèle (*Le Figaro*), rappelle qu'« Evo Morales est aussi un pragmatique. S'il a nationalisé à tour de bras depuis son arrivée au pouvoir en 2006 (hydrocarbures, électricité, télécoms, aéroports, mines), il est parvenu à se réconcilier avec le patronat de la riche région de Santa Cruz », ce qui fait dire à l'AFP que « les entrepreneurs ne sont plus en guerre ouverte contre le président auteur de la nationalisation de pans entiers de l'économie » [5].

Si l'on peut saluer l'information qu'apportent tout de même certains titres, comme *Le Figaro*, qui s'abstient [6] de passer à la moulinette droitiste de sa ligne éditoriale un pays pourtant gouverné par une « gauche radicale » ayant nationalisé des pans entiers de l'économie nationale, on ne peut que déplorer cette nouvelle illustration de sélection sélective de l'information que donne à voir ce relatif silence médiatique autour du processus sans précédent que traverse ce pays et qui a conduit à la réélection d'Evo Morales.

« La définition dominante des choses bonnes à dire et des sujets dignes d'intérêt est un des mécanismes idéologiques qui font que des choses tout aussi bonnes à dire ne sont pas dites et que des sujets non moins dignes d'intérêt n'intéressent personne ou ne peuvent être traités que de façon honteuse ou vicieuse ». Ce qu'observait Pierre Bourdieu à propos de la « hiérarchie sociale des objets » de la recherche scientifique [7] s'appliquerait donc, d'une certaine manière, à la construction de l'agenda médiatique. À moins que nos médias ne se bornent à appliquer, plus simplement, le célèbre théorème de Jean Pierre Pernaut, lequel s'énonce de la manière suivante : « Vous voulez des

nouvelles sur le Venezuela ? Regardez la chaîne vénézuélienne. Sur le Soudan ? Regardez les chaînes africaines. » [8]

[1] Par exemple : *Le Figaro*, 20 minutes, *Ouest France*, *Le JDD*, *Le Républicain Lorrain* ou *RTL* mais aussi *La Montagne*, *Le Dauphiné Libéré*, *Europe 1*, etc.

[2] Rappelons que la Bolivie comme l'Équateur ont tous deux inscrit leur caractère plurinational, et donc leur diversité ethnolinguistique, au sein de leurs constitutions respectives.

[3] De Sarah Fautré et Dominique Berger, 2004, 52 minutes (aux alentours de la 35^e minute).

[4] Pour autant, ce choix de mettre en avant le passé des personnalités politiques latino américaines ne relève pas toujours d'une totale transparence. Ainsi, dans de nombreux reportages français consacrés au Venezuela (si ce n'est presque tous), on présente souvent le critique de la révolution bolivarienne au Venezuela, Teodoro Petkoff, lui aussi comme un « ancien guérillero », avec l'intention de l'exhiber comme un « opposant de gauche » au régime vénézuélien, dirigé autrefois par Hugo Chávez et désormais par Nicolas Maduro. Mais, comme le rappelle Maurice Lemoine, dans le documentaire « Médias contre Tambours » (déjà cité), ou dans son *Courrier au médiateur du Monde*, concernant le Venezuela, le même Petkoff, après avoir arpenté le maquis, a été « ministre du président néolibéral Rafael Caldera (1994-1999), [et] à l'époque l'architecte des politiques de privatisation et de démantèlement du système de sécurité sociale ! »

[5] Et pour une vision plus internationale allant dans ce sens, on pourra également se référer à cet article d'Ellie Mae O'Hagan du *Guardian*, où elle affirme en titrailler qu'« Evo Morales a prouvé que le socialisme ne porte pas atteinte à l'économie ».

[6] Ainsi que l'explique Patrick Bèle dans le dernier film de Pierre Carles :

« Comme *Le Figaro* s'adresse beaucoup aux entrepreneurs, [...] et dans la ligne éditoriale du *Figaro*, sachant que la clientèle forte que nous avons, ce sont des entrepreneurs, leur parler et leur expliquer ce qui se passe dans tel et tel pays où il y a des opportunités, c'est absolument essentiel, au-delà de quelque divergence, ou non, idéologique » ; le quotidien de *Dassault* livre donc une information internationale souvent plus distanciée et équilibrée que nombre de ses homologues réputés « de gauche ».

[7] En introduction aux *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. I, n° 1, janvier 1975, p. 4-6.

[8] *Télérama*, 9 décembre 1998.

L'ÉDITION EN SCIENCES HUMAINES : CRISE OU PAS CRISE ?

Le thème qui domine depuis une trentaine d'années le débat sur l'édition en sciences humaines et sociales (SHS) est celui d'une crise de ce secteur éditorial, qui se traduirait par une baisse sensible des ventes. Mais qu'en est-il en réalité ? Après avoir dégagé les éléments constitutifs de cette crise, ou plutôt du discours qui l'invoque, un constat s'impose : cette crise a été, et est toujours, largement surévaluée par les éditeurs qui s'en plaignent.

Dans les pays anglo-saxons, l'édition des livres de sciences humaines est très largement assurée par les presses universitaires comme les presses d'Oxford ou de Cambridge en Grande Bretagne, celles d'Harvard ou de Columbia aux États-Unis. En France, les presses universitaires et les éditeurs spécialisés en SHS publient la plus grande quantité de livres de SHS. En revanche, et c'est ce qui fait l'originalité du modèle français, une part importante, quantitativement et qualitativement, de ce secteur éditorial, revient aux éditeurs « généralistes » les plus connus du public, comme La Découverte, Le Seuil, Gallimard, Minuit, Albin Michel, etc.

Du fait de la présence significative en son sein des éditeurs généralistes, l'édition de SHS a partie liée avec l'édition en général et relève de sa critique telle qu'elle a déjà été largement exposée [1]. C'est pourquoi nous ne reviendrons pas sur les phénomènes de concentration et de financiarisation de l'édition en général, pour nous pencher sur l'économie spécifique au secteur des SHS (qui connaît aussi des mouvements de concentration capitaliste [2]), dans laquelle les éditeurs généralistes vont jouer le rôle principal.

LES INGRÉDIENTS DE LA CRISE

En fait de crise, il s'est surtout agi d'un discours sur une crise supposée, discours dont les composantes sont fortement sujettes à caution, mais qui s'est imposé au fil du temps à force de répétition par des personnalités faisant « autorité » dans le petit monde de l'édition.

Le titre de l'article de Pierre Nora [3], qui inaugure en 1982 le discours sur la crise de l'édition SHS en France est on ne peut plus explicite : « Écrivez, on ne vous lira pas » [4]. Selon Pierre Nora, les étudiants d'alors, comparés à ceux de la génération des années 1960 et 1970, seraient dépourvus de toute curiosité intellectuelle et ne liraient rien en dehors des cours et des manuels. Leurs lectures, purement utilitaristes, ne seraient orientées que vers le passage des examens ; d'où des pratiques intensives de « photocopillage » et d'emprunts en bibliothèque en lieu et place d'achats de livres.

Plus de vingt ans plus tard, en 2004, Sophie Barluet, qui rédige un rapport de mission sur l'édition SHS pour le Centre

national du livre (CNL), confirme : chaque livre serait devenu une sorte de « banque de données » dans laquelle l'étudiant ne puiserait, au gré de ses besoins, que le strict nécessaire et, dit-elle, « le caractère nécessaire ne porte plus sur le livre en tant que tel, mais sur les éléments qu'il contient, et que l'on n'obtient le plus souvent que par les pratiques de "braconnage" que sont la photocopie et l'emprunt [5] ».

Dans l'intervalle, tous les participants au débat sur la crise de l'édition SHS (Jérôme Lindon, François Gèze, Dominique Desjeux, Marcel Gauchet, Marc Minon, et quelques autres) ont adopté cette thèse du déclin de la lecture étudiante, à l'instar d'une revue comme *Livres hebdo*, publiée par le Cercle de la librairie, syndicat patronal des industries du livre.

Selon les tenants de ce discours sur la crise, les (non)lecteurs étudiants ne sont pas les seuls responsables de la mévente des livres de SHS : les auteurs le sont aussi. D'une part, selon Pierre Nora, parce qu'ils n'écriraient pas bien : « Rares sont ceux qui ont gardé le goût de la belle ouvrage. D'abord parce que bien écrire ne fait pas très scientifique. Ensuite, parce que la plupart ne savent plus le français, qu'on ne leur a pas appris à écrire, ni à aimer, ni à respecter. Enfin et surtout parce qu'il y a l'ordinateur. Celui-ci a bien des avantages, mais il a rapidement modifié la manière d'écrire en substituant un style de flux oral à une écriture de réflexion et de concentration » ; d'autre part, selon le même auteur, parce que les sujets qu'ils choisissent n'intéressent presque personne à cause de leur trop grande spécialisation : « L'étude de la municipalité de Saint-Denis de 1921 à 1923, si importante qu'elle puisse être, n'a pas de quoi mobiliser les foules. »

Avec une belle unanimité, toutes les observations qui désignent une crise de l'édition en SHS convergent sur l'idée d'un déclin culturel par rapport aux années 1960 et 1970, considérées comme un véritable « âge d'or » des sciences humaines. Et Sophie Barluet d'égrener : « Plusieurs dizaines de milliers de personnes achètent alors les textes de Louis Althusser, de Lucien Febvre, Fernand Braudel, de Roland Barthes, de Pierre Bourdieu. Tristes Tropiques, publié par Plon en 1955, connaît un tel succès qu'il est évoqué pour le prix Goncourt [...], Surveiller et punir est vendu à plus de 80 000 exemplaires, les Problèmes de linguistique générale d'Émile Benveniste, à

2000. *L'histoire, avec la revue des Annales, la sociologie, l'anthropologie, la sémiologie, trouvent un large public* ». L'effacement plus ou moins prononcé et durable de ce que l'on a appelé les grands paradigmes, marxisme, structuralisme, existentialisme, psychanalyse, linguistique et des auteurs associés, Althusser, Foucault, Sartre, Lacan, Barthes et quelques autres, aurait sonné le glas des œuvres de SHS destinées à un large public, et les gros tirages afférents.

Les responsables de cette « crise » sont clairement désignés : les lecteurs, étudiants bachoteurs, et les auteurs, chercheurs sans envergure. Les éditeurs, qui sont tout de même le troisième terme qui permet la rencontre des uns et des autres, ne sont pas mis sur le banc des accusés. Et pour cause : ce sont eux qui, pour l'essentiel, sont les promoteurs de ce discours sur la crise.

CRISE OU DISCOURS SUR LA CRISE ?

Dans un article paru en 2006, « *Publish and perish* : La définition légitime des sciences sociales au prisme du débat sur la crise de l'édition SHS [6] », Bruno Auerbach réfute point par point la thèse des éditeurs.

À l'encontre de l'idée même de crise, il rappelle que le nombre total d'exemplaires vendus et le chiffre d'affaires du secteur de l'édition

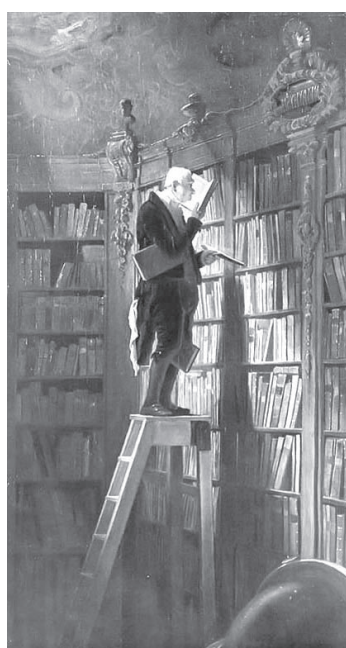
SHS ont continué à progresser très sensiblement pendant la période considérée. Cette progression est attestée notamment par l'étude d'Alain de Toledo et Laurent Faibis, « Du coût du livre au prix des idées. Tirages, coûts de fabrication et prix dans l'édition de sciences humaines et sociales et de sciences et techniques (1988-1998) ». Même Sophie Barluet, dont l'approche et les conclusions sont très favorables aux éditeurs privés, reconnaît une progression du chiffre d'affaires de l'édition SHS de 17,7 % en francs (ou euros) constants entre 1974 et 2002. D'où un étonnement certain à la lecture du rapport réalisé plus récemment par le Groupement français des industries de l'information (Gfii), portant sur la période 1988-2008, lorsqu'il affirme : « *Le CA net éditeurs, exprimé en euros, affiche une quasi-stabilité en monnaie courante sur toute la période. Ce qui signifie en fait que sur 20 ans, les recettes de l'édition SHS, aussi bien au niveau du "noyau dur" (édition de recherche stricto sensu) qu'au niveau de l'édition SHS générale, ont subi une érosion de 43 % liée à l'inflation, les deux compartiments connaissant une érosion de même intensité du CA exprimé en monnaie constante. Sur le long terme, on assiste donc très nettement à une dégradation en termes réels des chiffres d'affaires, qui peut expliquer la grande fragilité économique de l'édition SHS aujourd'hui, aussi bien s'agissant de l'édition de recherche que de l'édition SHS générale [7].* »

Ce chiffre d'une baisse de 43 % du chiffre d'affaires de l'édition SHS entre 1988 et 2008, qui contredit les études précédentes sans être pour autant étayé par une quelconque argumentation, laisse perplexe. Même en prenant en considération les années 2000 à 2008, qui n'ont pas pu être entièrement prises en compte par les études antérieures, les chiffres du Syndicat national de l'édition (SNE) pour les sciences humaines générales indiquent un chiffre d'affaires de 66,6 millions d'euros en 2000 et de 77,8 millions en 2008 (après une pointe à 90,4 millions en 2007), soit une légère baisse en euros constants sur l'ensemble de la période, mais largement compensée par les fluctuations annuelles. Un tel catastrophisme des analystes du Gfii, qui

semble conforter « statistiquement » les analyses des éditeurs, ne peut que renforcer l'illusionnisme qui enrobe cette « crise de l'édition SHS ». Il n'y a donc pas eu de « crise » dans le sens économique du mot, si l'on regarde le chiffre d'affaires de l'édition SHS, sauf à supposer une forte réduction des marges bénéficiaires, ce qui est improbable dans une période où les coûts de production ont sensiblement baissé (baisse du coût du papier, informatisation, nouvelles techniques d'impression, saisie en Tunisie ou à Madagascar, etc.).

Dès lors, l'affirmation selon laquelle les baisses d'achats de livres par les étudiants seraient responsables de cette crise supposée mérite pour le moins d'être interrogée. Cette thèse semble en effet n'avoir aucun fondement. Une enquête de l'Observatoire de la lecture étudiante établit en janvier 2005 que les étudiants lisent autant, sinon plus qu'avant, et qu'ils achètent beaucoup de livres. Et surtout, mieux que des enquêtes toujours contestables, pour l'ensemble de la période, les statistiques du SNE sur la vente de livres de SHS rapprochées de celles de la population étudiante en lettres et sciences humaines sont édifiantes : « *Selon ces données, qui, curieusement, n'ont jamais été rassemblées au cours du débat sur la crise de l'édition en sciences humaines, il apparaît clairement que le nombre d'exemplaires d'ouvrages de SHS vendus n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui [...] on observe que l'effectif étudiant de facultés de lettres et sciences humaines a été multiplié par 1,6 entre 1986 et 2002 quand le nombre d'exemplaires de livres de sciences humaines vendus l'étaient par 1,9. Si l'on utilise cette fois le chiffre dont on dispose pour 1970 (4526000 exemplaires), les contingents étudiants dans ces filières ont été multipliés par 2,1 (233605 étudiants dans ces filières en 1970) entre 1970 et 2002, quand le nombre d'exemplaires vendus l'a été par 2,2. On n'observe donc absolument aucun décrochage de corrélation [8].* »

Du coup, les corollaires du supposé utilitarisme étudiantin, l'abus de photocopies (le fameux « photocopillage ») et les excessifs emprunts en bibliothèques perdent



leur semblant de pertinence dans la mesure où il est impossible de leur imputer une baisse (en fait inexistante) des achats de livres par ces étudiants. Ces pratiques, à supposer qu'elles se substituent à l'achat de livres, ce que rien ne prouve, auraient pu, tout au plus, en réduire la progression.

Quant à la thèse de la disparition des gros tirages avec le repli ou la fin des grands paradigmes et des auteurs associés, elle semble relever principalement d'une illusion d'optique. On observe en effet dans les années 1980 et 1990 des tirages aussi importants, sinon plus [9], que dans les années 1960 ou 1970; mais, souligne Bruno Auerbach, du point de vue des adeptes de la crise, « dans un cas, les succès exceptionnels d'auteurs consacrés sont supposés refléter une tendance générale du marché; dans l'autre, ils sont l'exception qui confirme la crise ».

DES EFFETS DU DISCOURS

La réfutation de la thèse des éditeurs par Bruno Auerbach a été très peu reprise, peu soutenue, pas attaquée, qu'il s'agisse de la presse, des publications scientifiques, où même des revues généralistes comme *Esprit* ou *Le Débat* (bien mal nommé en la circonstance), qui fut pourtant la scène centrale du « discours sur la crise ». Ce qui ne signifie pas que cette réfutation a été admise par un silence approbateur; bien au contraire, le « discours sur la crise » a continué, comme si de rien n'était, d'occuper une place de choix dans les réflexions sur l'édition de sciences humaines; il n'y manque presque jamais le petit refrain sur ces étudiants qui ne lisent ni n'achètent de livres. Ainsi, tout récemment, Caroline Leclerc, directrice éditoriale chez Armand Colin, dans un article intitulé « Remarques sur l'évolution des pratiques de lecture étudiantes », paru justement dans *Le Débat*, peut écrire sans la moindre réserve cette contre-vérité: « La démocratisation de l'enseignement supérieur n'a pas été suivie par l'accroissement du nombre d'acheteurs de livres. »

Cela dit, et c'est peut-être ce qui explique en partie sa persistance, le discours sur la crise a eu, pour les



éditeurs qui le tenaient, des effets non négligeables, notamment sur le plan financier. C'est en effet sur la base de ce discours alarmiste qu'a été établi le droit de copie versé par les bibliothèques au CFC (Centre français d'exploitation du droit de copie) qui a permis, en 2012, la collecte de 45,4 millions d'euros. Ce dispositif complète la taxe sur les appareils de photocopie, établie en 1976 pour les mêmes raisons et qui, étendue en 2007 aux imprimantes, rapporte chaque année 30 millions d'euros. Le CNL, organisme national d'aide à l'édition, bénéficiaire de cette taxe, a vu ainsi son budget augmenter de 70 % entre 1995 et 2003. Mais les aides du CNL aux publications de SHS n'ont pas du tout suivi cette augmentation, puisqu'elles n'ont progressé que de 6 % au cours de cette période, alors que les aides à l'ensemble de l'édition augmentaient de 45 %. Enfin, le prêt payant institué en 2003 dans les bibliothèques publiques et universitaires, après des années de lutte des éditeurs contre les bibliothécaires [10], a rapporté depuis 2005 quelque 17 millions d'euros par an. Or, les secteurs qui sont les grands bénéficiaires du prêt payant sont celui des bandes dessinées et celui des livres jeunesse; pas les livres de SHS.

Le « discours sur la crise » de l'édition de SHS a ainsi permis aux éditeurs de bénéficier de ressources supplémentaires non négligeables, qui n'ont pourtant pas bénéficié au secteur désigné par ce discours: preuve supplémentaire, s'il en fallait, du caractère artificiel de celui-ci.

[1] Par exemple, l'article d'Antoine Schwartz, « Pour une critique de l'édition dominante », et celui de Thierry Discepolo, « Au nom de l'indépendance éditoriale et de la défense du capitalisme national », reproduits sur notre site, ou encore celui de Pierre Bourdieu, « Une révolution conservatrice dans l'édition », dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 126-127, 1999.

[2] Albert Frère, première fortune de Belgique, a acquis le premier éditeur belge de SHS, les éditions De Boeck en 2011, tandis que les PUF sont passées en 2014 sous le contrôle de l'assureur Scor.

[3] Pierre Nora est le fondateur de la « Bibliothèque des sciences humaines » et de la revue *Le Débat*, éditées par Gallimard.

[4] *Le Débat*, n° 19, 1982, p. 14-16.

[5] Sophie Barluet, *Édition de sciences humaines et sociales: le cœur en danger*, PUF, 2004, p. 82-83.

[6] *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 64, sept. 2006, p. 74-92. Le titre modifie ironiquement l'injonction « *publish or perish* », faite aux chercheurs s'ils veulent s'assurer une carrière universitaire.

[7] Gfii, *L'édition scientifique française en sciences humaines et sociales*, vol. II : *L'économie de l'édition française de recherche en SHS*, 22 oct. 2009, p. 23.

[8] Auerbach, *op. cit.*, p. 79. Cette « corrélation » semble aussi pertinente pour la période postérieure puisque le nombre de livres de SHS vendus a baissé sensiblement entre 2004 et 2009, en même temps que la population étudiante.

[9] Ainsi *La Misère du monde* (dirigé par Pierre Bourdieu, 1993, 70000 ex. en moins d'un an), *Saint-Louis* (Jacques Le Goff, 1996, 58000 ex. en un an) *Les Naufragés* (Patrick Declerck, 2001, 80000 ex.)...

[10] Les éditeurs ont ainsi accompli l'exploit de s'aliéner les bibliothécaires, alliés naturels pour la promotion du livre et de la lecture. Et ce ne sont pas les derniers développements sur la numérisation des livres épuisés qui vont les réconcilier.

MÉDIAS ET EXTRÊME DROITE, EXTRÊME DROITE ET MÉDIAS



LES MÉDIAS ET LE FRONT NATIONAL : INDIGNATIONS SÉLECTIVES ET BANALISATION EFFECTIVE

Question simple, réponse complexe : dans quelle mesure et comment les médias dominants favorisent-ils le Front national ?

UN RÔLE EFFECTIF, MAIS SECOND, VOIRE SECONDAIRE

Commençons par éliminer deux idées reçues, non pour nier d'emblée un quelconque rôle des médias dans les dynamiques politiques actuelles, mais pour aller à l'encontre de certains raccourcis en vogue, qui, aussi séduisants puissent-ils apparaître, desservent plus qu'ils ne servent la critique des médias.

1. Non, les médias ne sont pas les principaux responsables de la montée du Front national. Ce serait leur prêter un « pouvoir » disproportionné que d'expliquer prioritairement par leur rôle l'écho que rencontrent les « thèses » et « thèmes » portés par le Front national, ainsi que ses scores électoraux. Les médias ne créent pas les

mouvements d'opinion : ils peuvent les accompagner, les amplifier ou les brider. Les médias n'interviennent pas isolément : leur « pouvoir » n'existe qu'en résonance ou en convergence avec d'autres pouvoirs, à commencer par le pouvoir politique. Enfin, ce serait faire bien peu de cas des intelligences individuelles et collectives que de penser que certaines pratiques et postures journalistiques et éditoriales, aussi répandues et critiquables soient-elles, s'imposent mécaniquement. Nul besoin pour s'en convaincre de se référer aux enseignements de la sociologie de la réception (que l'on aurait tort de mésestimer) : il suffit de se souvenir de l'expérience du référendum de 2005 sur le Traité Constitutionnel Européen (TCE) pour s'en convaincre. Et c'est aussi à rebours de leur condamnation médiatique que les partisans du Front national forgent leurs convictions.

2. Non, ce n'est pas le temps de parole accordé aux représentants de ce parti ou à la mise en discussion, en leur présence, de leurs prises de position qui est en cause, du moins tant que ce temps se tient dans les limites des résultats enregistrés lors du premier tour des élections législatives (qui, pour les partis politiques, sont le moins pire des critères pour réguler leur présence médiatique) et tant que le temps de parole consacré au Front national, en présence ou non de ses représentants – nous y reviendrons – ne se focalise pas sur les sondages, les pronostics et les résultats, au détriment de toute autre discussion. Dans tous les cas, ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait tomber la fièvre. Ce n'est pas en privant le Front national d'expression démocratique que l'on combat ses tentations pour le moins antidémocratiques. Au contraire: la sous-représentation médiatique du Front national aurait continué à alimenter sa « victimisation ».

Le rôle des médias est second, voire secondaire. Pour s'en convaincre il suffit de mentionner, sans prétendre proposer une analyse qui excède les limites que l'on peut assigner à la critique des médias, quelques facteurs explicatifs de l'enracinement du Front national qu'il serait incongru, pour ne pas dire dangereux, d'ignorer ou de négliger.

Cet enracinement est avant tout l'un des effets de la longue crise du capitalisme et de sa gestion néo-libérale, économiquement inefficace et socialement désastreuse, par les gouvernements qui se succèdent en France sans que les politiques changent radicalement. Cette crise, à elle seule, n'expliquerait pas la place prise par le Front national si elle ne se doublait d'une crise politique de la représentation par les partis dominants et d'une crise sociale qui met durement à l'épreuve les solidarités ouvrières et populaires: reflux des luttes sociales victorieuses, recul de la perspective d'une inversion des rapports de forces par des mobilisations collectives et, par conséquent, tentations du repli, qu'il soit national, identitaire ou communautaire. On comprend dès lors que la question nationale, dans sa version nationaliste, se substitue, pour de larges franges de la population, à la question sociale.

Si ce sont là les facteurs prépondérants de la place politique prise par le Front national, nul besoin d'attribuer aux médias la responsabilité première de l'extension de l'audience de ce parti. Tout au plus, peut-on leur prêter, mais c'est déjà beaucoup et beaucoup trop, des fonctions de légitimation et d'incitation: légitimation de thèmes portés par le Front national, incitation à lui faire confiance. Encore ne s'agit-

il là que des tendances les plus lourdes. Sans doute, le traitement médiatique du Front national et des thèmes qu'il affectionne ne se résume-t-il pas à ces tendances: dans la presse écrite, les quotidiens et les hebdomadaires nationaux sont des médias de parti pris qui ne font pas uniformément le lit du Front national. Mais leur influence ne cesse de décliner au regard des radios et, surtout, des télévisions. Ce sont ces dernières qui sont particulièrement en cause.

LA DÉPOLITISATION MÉDIATIQUE DE LA POLITIQUE

Si les médias, ou du moins nombre d'entre eux, contribuent, même indirectement, à favoriser le Front national, c'est d'abord – bien que cette cause ne soit sans doute pas la principale – en raison de modes de traitement des questions politiques qui reposent, pour le formuler de manière abrupte, sur une dépolitisation de la politique.

1. La mise en scène médiatique des enjeux politiques est focalisée sur les confrontations qui agitent le microcosme partisan, au détriment, trop souvent, de l'information sur les débats de fond, les positions, les propositions, les projets. Quand elles ne se limitent pas au recensement des « petites phrases » et des « bons mots » que l'on commente longuement, les informations et les analyses se concentrent sur les stratégies de communication des acteurs politiques, sur des bruits de couloir, sur les chamailleries internes, sur les enquêtes de popularité, sur les ambitions personnelles, etc. Une telle focalisation sur les questions qui préoccupent le microcosme médiatico-politique, et non sur les problèmes dont les politiques sont

censés s'occuper, accrédite une version politicienne de la politique, qui en détourne de larges fractions de la population (en particulier dans les classes populaires) et contribue à légitimer le discours « anti-système » du Front national.

2. Le traitement médiatique des « affaires » n'est pas non plus sans effets. Ce sont sans nul doute ces « affaires » elles-mêmes qui ont les conséquences les plus nocives. Et les enquêtes journalistiques qui les révèlent et/ou les médiatisent sont plus que souhaitables. Mais cette médiatisation ne garantit pas, en elle-même, des effets vertueux pour la démocratie, surtout quand elle s'en tient à des récits des circonstances particulières des malversations et des trajectoires personnelles de leurs auteurs, sans mettre en question les structures économiques et institutionnelles qui permettent et favorisent ces malversations. Une telle mise en scène nourrit moins une exigence démocratique radicale de transformation de ces structures qu'une



Quand Pujadas tend la perche à Marine Le Pen

Il est normal que les journalistes rendent compte de la progression politique du Front national. Il est inadmissible en revanche, qu'ils la précèdent, l'accompagnent, voire l'encouragent ! C'est pourtant l'impression qu'a pu laisser David Pujadas au cours du débat qu'il a animé jeudi 22 mai dans la seconde partie de l'émission « Des paroles et des actes », sur France 2. Sans doute n'était-ce pas intentionnel, mais la déplorable conséquence de la volonté d'animer le spectacle et de flatter l'audimat. Lors de la première partie de l'émission, les six participants (François Bayrou, Jean-François Copé, Yannick Jadot, Stéphane Le Fol, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon) étaient interrogés séparément pendant dix minutes par Nathalie Saint-Cricq, François Lenglet et David Pujadas. Lequel animait seul dans la seconde partie un débat d'une heure entre les six invités, débat qu'il présenta ainsi : « Pendant une heure on va parler emploi, on va parler Europe sociale, on va parler aussi de croissance, **mais d'abord on va parler de Schengen et d'immigration** ».

Il est sans doute légitime d'aborder dans un tel débat les politiques migratoires de l'UE, sujet sans doute mineur relativement aux questions économiques et sociales, mais lourd d'enjeux humains et politiques. On ne pourra cependant s'empêcher de trouver étrange ou scandaleux (au choix) le choix de David Pujadas (un choix sans doute préparé collectivement pas la hiérarchie de la rédaction) d'en faire le sujet d'ouverture de la discussion et de mettre ainsi en avant le fil d'Ariane de l'offre politique de Marine Le Pen. Que David Pujadas ait perdu le contrôle de la discussion, qu'il ait égaré son chronomètre, ou qu'il se soit égaré lui-même, le résultat fut édifiant. **Plus de trente minutes de discussion** sur tous les aspects de l'immigration en Europe : ses causes économiques et politiques dans les pays africains et arabes, ses modes de régulation par les institutions européennes, les dispositifs en vigueur en France, les politiques qu'ont respectivement menées le PS et l'UMP, ce qu'il faudrait faire à l'avenir en la matière, etc.

Un débat d'ouverture, donc prioritaire selon la hiérarchie de la rédaction de France 2, qui fut si long (bien qu'il fût trop court pour une discussion approfondie) que lorsque Pujadas annonça : « Stéphane Le Fol vous gardez la parole, on change de sujet, on passe à l'économie », il ne restait plus qu'une demi-heure pour que les six participants abordent les questions économiques et sociales et exposent leurs points de vue en la matière – soit cinq minutes de prise de parole chacun.

contestation impuissante d'un « tous pourris », auquel s'abreuve le Front national.

Or les questions économiques et sociales sont elles-mêmes dépolitisées. Entendons par là que les questions économiques et sociales, souvent abordées à partir de quelques-uns de leurs effets de surface, sont soustraites à un débat public qui, à quelques exceptions près, ne se résume pas au trop ou au trop peu qui distingue la droite et la gauche politiquement dominantes.

LA CONSTRUCTION MÉDIATIQUE DES CIBLES DE LA PEUR ET DE LA HAINE

Ainsi en va-t-il particulièrement de la promotion et la mise en scène de thèmes, réputés refléter la réalité, qui remplissent le caddie du Front national, sans qu'il ait besoin de faire lui-même son marché : insécurité, immigration, islam.

1. Le traitement médiatique du problème de la sécurité des biens et des personnes soustrait généralement sa résolution à toute autre option politique que l'alternative entre le trop (réputé « sécuritaire ») ou le trop peu (réputé « laxiste ») de la répression. Or si personne ne songe à nier que la sécurité

des biens et des personnes fasse problème, affirmer ou laisser dire que les causes de la délinquance, ce sont les délinquants eux-mêmes et que l'origine nationale (voire ethnique) de leurs parents l'emporte sur leurs conditions d'existence, c'est, dans nombre de médias, légitimer des discours de haine qui résonnent dans ceux du Front national. De même, monter en épingle les faits divers délictueux qui envahissent les informations télévisées et multiplier les reportages et les enquêtes sur les prouesses de la police et de la gendarmerie, au détriment des enquêtes sur la misère sociale, c'est laisser croire que les remèdes à la délinquance sont indépendants de ceux que requiert la précarité des conditions d'existence d'une part croissante de la population. Et réduire la lutte contre l'insécurité à la traque des délinquants, comme promet de la renforcer le Front national.

2. Le traitement médiatique des questions de l'immigration quand elles sont abordées sous l'angle de son contrôle aux frontières, comme c'est trop souvent le cas, ne laisse le choix qu'entre les modalités et l'ampleur de ce contrôle. Des problèmes existent : personne ne songe à le nier. Mais lesquels ? Affirmer ou laisser dire que ce sont des problèmes posés exclusivement aux Français et non des problèmes posés d'abord aux immigrés eux-mêmes, dans leurs pays

d'origine ou dans leur pays d'accueil, et laisser entendre que les immigrés sont réellement ou potentiellement des envahisseurs, c'est non seulement dépolitiser la question des causes de l'immigration et de la situation des immigrés, mais aussi et surtout alimenter la traque de boucs émissaires, comme sait si bien le faire le Front national.

3. Le traitement médiatique de l'islam, à la différence de celui qui est réservé à d'autres religions, est trop souvent dominé, non par une étude raisonnée de l'islam, mais par la dénonciation de ceux qui le pratiquent. Affirmer ou laisser dire que les citoyens musulmans se définissent exclusivement par une religion que l'on condamne sans même informer sur elle, c'est les traiter comme des citoyens au rabais. Affirmer ou laisser dire que cette religion est, à la différence de toute autre, une anomalie, c'est affirmer (ou du moins laisser entendre) que cette religion met en péril une prétendue identité nationale. Et sous couvert de combattre les fanatismes qui se réclament de l'islam (« l'islamisme »), suggérer (le cas échéant en prenant des gants) que c'est la pratique de l'islam qui, intrinsèquement, est potentiellement fanatique, c'est jeter la suspicion sur des millions de croyants. Ce faisant, les médias qui entretiennent cette stigmatisation (ou simplement ces préjugés) alimentent

des phobies, des peurs ou des haines et légitiment, ouvertement ou en sourdine, les déclarations fracassantes, xénophobes et discriminatoires du Front national.

Sur l'insécurité, l'immigration ou l'islam, une même conclusion semble dès lors s'imposer, dont témoignent d'innombrables micros-trottoirs qui, pour une fois, ne mentent pas : « Avec ce qu'on voit à la télé ! ». Or ce que l'on voit à la télé ce n'est pas cette réalité qu'il serait malséant de nier, mais la construction médiatique de cette réalité, indexée sur l'audimat. Une construction qui cultive toutes les peurs et les intensifie : tant il est vrai que, parmi les effets reconnus par les études de réceptions, la peur est un sentiment que la télévision répand plus que tout autre et qui – sur l'insécurité, l'immigration, l'islam – gave le Front national de partisans, de sympathisants et d'électeurs.

Sans doute ces réductions ne sont-elles pas le fait de tous les médias, mais elles sont omniprésentes dans les médias les plus consultés : les radios et surtout les télévisions. Et quand bien même, pour ne prendre qu'un exemple, les articles du *Point* seraient moins caricaturaux que ses « unes » et les lecteurs de cet hebdomadaire minoritairement tentés

Après le reportage sur la délinquance rom et avant le dossier sur la 5e colonne d'Al Qaïda en France, on pourrait faire un focus sur le coût de l'immigration pour la sécu.

Tu veux dire avant le dossier sur l'incompréhensible montée du FN ?



par le Front national, l'affichage des « unes » dans l'espace public contribue à une banalisation des thèmes chers au Front national. Une banalisation à laquelle concourent de trop nombreux médias. Au cœur de cette banalisation, l'idée absurde selon laquelle le Front national poserait de vrais problèmes, mais apporterait de mauvaises solutions: comme si les solutions n'étaient pas largement impliquées dans la façon de poser les problèmes.

LA CONSTRUCTION MÉDIATIQUE DE DÉBATS MUTILÉS

Depuis de longs mois, le Front national a « enrichi » son patrimoine en se mobilisant sur la crise économique, les fermetures d'usines, les licenciements et toutes les formes de la misère sociale en prenant pour cibles la finance, « l'europhisme » et « le mondialisme ». Qui pourrait faire grief aux médias dominants d'aborder notamment la question de l'Union européenne, du rôle de l'euro et plus généralement des politiques économiques? Personne. Mais comment le font-ils? En mutilant la présentation des options possibles. Autre forme de dépolitisation.

1. Le traitement médiatique de « la question européenne » favorise le Front national bien au-delà du temps qui lui est attribué ou qui lui est consacré. L'opposition d'un simplisme consternant entre « pro-européens » et « anti-européens » (selon une appellation parfois tempérée par celle d'« eurosceptiques », mais confirmée par celle d'« europhobes ») défigure le débat: cette opposition, quand elle est médiatiquement construite, confie en effet la défense d'un projet européen, quel qu'il soit, aux seuls partis qui chérissent l'Union européenne (sous réserve de quelques transformations). Dans la foulée, la même opposition amalgame toutes les critiques de l'Union européenne et les place sous l'égide quasi-exclusive du nationalisme exacerbé du Front national. Au point que tous les « Non » à cette Europe, que l'on propose ou non de la quitter, sont, peu ou prou, présentés comme de simples variantes de ce nationalisme-là.

2. Le traitement médiatique des « questions économiques », fortement lié à « la question européenne », emprisonne les réponses dans des alternatives qui, une fois encore, font la part belle aux économistes orthodoxes (et aux partis qui les reprennent plus ou moins), en attribuant à toutes les variantes de l'hétérodoxie une place subalterne et en confiant au Front national leur représentation politique. « Pour » ou « contre » l'euro (que ce soit pour l'abandonner ou le refonder), « pour » ou « contre » des formes de protectionnisme (qu'il soit national ou européen): tels sont les choix présentés qui, tels qu'ils sont communément présentés, légitiment le libéralisme et le monétarisme économiques dominants et transforment, dans les discours médiatiques en vogue, tous les opposants en partenaires malgré eux du Front national!

LA DÉPOLITISATION MÉDIATIQUE DU FRONT NATIONAL LUI-MÊME

Prisonniers de leurs présumés politiques, la plupart des chroniqueurs et commentateurs, du moins en radios et

Montée du FN: quand Le Point fait son autocritique

Le 29 mai 2014, soit quelques jours après la victoire du Front national aux élections européennes, Le Point s'interrogeait:



Nous avons alors immédiatement pensé à d'autres « Unes » du même hebdomadaire:



Cependant, à la lecture du dossier, nous avons constaté que Le Point a soigneusement oublié de se remercier. Une modestie qui l'honore.

télévisions, ne parviennent ni à exposer ni à discuter des thèses du Front national. En revanche, le privilège accordé aux jeux politiques sur les enjeux politiques produit ici de néfastes effets.

1. Le traitement médiatique des sondages et des résultats électoraux contribue à placer Le Front national au centre du débat politique. La surinterprétation de ces sondages et de ces résultats qui, répétons-le, ne sont pas l'expression chimiquement pure d'une « opinion publique » scientifiquement objectivable et mesurable, contribue à l'imposition du Front national au centre de la vie politique française et du débat public, renforçant dès lors – en les légitimant – les ambitions du parti présidé par Marine Le Pen. Ainsi, il suffit d'être en tête d'une élection pour que dans la bouche de nombre de commentateurs qui ont oublié leurs cours de sociologie politique (s'ils les ont jamais suivis), le Front national devienne « le premier parti de France »... comme le FN lui-même s'est empressé de le proclamer par affiches le lendemain de l'élection européenne.



2. Le traitement médiatique des images du Front national et de Marine Le Pen, quand il n'épouse pas les images qu'ils veulent donner d'eux-mêmes, mobilise les commentateurs (secondés par des communicants) au détriment de la discussion des propositions de ce parti. Comme si les comparaisons entre le ton et le style (quand ce ne sont pas les apparences physiques et vestimentaires) de Marine Le Pen et de son père n'accréditaient pas l'existence de différences qu'il conviendrait

d'abord de mesurer sur le terrain des positions et des pratiques politiques. Comme si les commentateurs et communicants qui se livrent à ces comparaisons ne contribuaient pas, parfois malgré eux, au déplacement sur le terrain des apparences du débat autour d'une prétendue « rénovation » du Front national, légitimant ainsi cette idée de « nouveauté », qu'un examen et une analyse sérieuse des propositions du Front national pourraient pourtant largement démentir. Ce faisant, les médias dominants contribuent à la dépolitisation du Front national en relativisant l'examen de la nature de son projet politique et social.

3. La dépolitisation de la critique du Front national épouse celle de sa mise en scène. L'administration récurrente (avec le concours des forces politiques) de cours de morale républicaine qui ne répondent en rien à ce qu'ils prétendent combattre, alors que tout le reste (voir ci-dessus) le légitime peu ou prou, demeure en deçà de toute mise en question. Mais à la prétendue « diabolisation » que le Front national dénonçait a succédé une « dédiabolisation » à laquelle les médias ont concouru. S'interroger sur la réalité de la « dédiabolisation », sur les moyens employés par le FN pour y prétendre, etc. contribue largement à ladite « dédiabolisation ». En discutant et commentant les stratégies déployées par le Front national pour se normaliser, on accrédite l'idée selon laquelle le FN tendrait vers une normalisation et on concourt à cette normalisation. En d'autres termes, en ce cas, dire c'est faire : annoncer que le Front national se normalise contribue à sa normalisation... médiatique. Ce que l'on peut analyser comme une normalisation performative (à ce propos, voir notre article page 30-32).

Que des médias d'opinion ou de parti pris, comme le sont ouvertement les quotidiens et hebdomadaires nationaux, exercent leur liberté d'opinion et prennent parti, rien de plus normal. Mais ceux qui, peu ou prou, cèdent aux tentations que nous avons relevées devraient retenir leurs larmes quand ils déplorent l'impact du Front national. Un peu moins d'inconscience ou de cynisme de leurs chefferies ne nuirait pas au débat démocratique quand on sait l'influence qu'elles exercent sur les autres médias. Mais ce sont surtout les télévisions et les radios généralistes, particulièrement (mais pas seulement) du secteur public qui devraient réviser (mais ne rêvons pas trop!) leurs options éditoriales et leurs programmes, quand ceux-ci incitent à la complaisance à l'égard du Front national. Non que celle-ci soit nécessairement intentionnelle. Mais moins de révérence à l'égard des institutions et aux effets du scrutin majoritaire, moins de soumission à la recherche commerciale de la plus large audience pourraient répondre à des exigences effectivement démocratiques. Les indignations contre la xénophobie et le nationalisme ranci seraient peut-être un peu moins impuissantes si la banalisation du Front national ne faisait pas bon ménage avec elles. Il serait ainsi de bon ton de ne pas jouer aux pompiers pyromanes, en entretenant, par les pratiques analysées ci-dessus, la flamme du Front national : si ce dernier aime toujours autant dénoncer « les » journalistes et « les » médias, le moins que l'on puisse dire est que cette rhétorique est de moins en moins fondée.

CES ÉDITORIALISTES VRP DU FRONT NATIONAL

Ils sont éditorialistes dans de « grands » hebdomadaires ou de « grands » quotidiens. On les entend régulièrement sur les stations de radio nationales. Ils sont les invités récurrents d'émissions de débat, sur les chaînes d'information en continu, voire même sur le service public. Ils font partie du paysage médiatique auquel le public est désormais accoutumé. Ils se défendent de soutenir le Front national, et pourtant force est de constater que depuis de longues années ils contribuent à installer, à banaliser, à diffuser l'idéologie de l'entreprise Le Pen. Qui sont-ils ? Les porteurs d'eau du FN.

LES OBSESSIONS ISLAMIQUES D'IVAN RIOUFOL

Ivan Rioufol, éditorialiste au *Figaro*, est l'un de ceux-là. Lorsque l'on parcourt le « bloc-notes » qu'il alimente régulièrement, on ne peut qu'être frappé par sa focalisation sur l'islam et sur les musulmans, qui tourne en réalité à l'obsession. Dans un billet au titre évocateur (« Le vrai clivage politique passe par l'islam », 12 septembre 2014), il explique ainsi ce qui suit : « Le vrai clivage ? Ce n'est plus la droite contre la gauche ; cette opposition-là ne produit que de vaines disputes. Ce pourrait être les libéraux contre les dirigistes ; cependant, ce serait considérer l'économie comme la clef de voûte des crises. Or l'inquiétude identitaire, née du rouleau compresseur de la mondialisation, est celle qui, partout, réveille les peuples. Les Écossais, par exemple, semblent attacher de plus en plus de poids à leur libre destin, en dépit des surenchères de Londres pour tenter de faire échec au prochain vote sur l'indépendance. En France, un même désir de retour à la nation originelle fédère de nombreux citoyens, par-delà les partis. Mais c'est l'islam qui, en l'occurrence, sert de révélateur à la fracture politique. Celle-ci oppose ceux qui défendent la pérennité de l'unité nationale aux partisans de sa dissolution dans la "diversité", au prétexte d'une culpabilisation occidentale enfouie ».

On ne peut être plus clair. Questions économiques et questions sociales sont reléguées au second plan, au profit des questions identitaires dont l'islam serait le révélateur. Avec une telle vision du monde, nulle surprise à ce que Rioufol ait multiplié, au cours des dernières années, les déclarations et écrits agressifs à l'égard de l'islam, rendu responsable de tous les maux de la société française. Avec quelques morceaux de bravoure, comme cet appel solennel aux « musulmans modérés » : « Nombreux sont les musulmans qui ont choisi le monde libre, et qui rejettent l'obscurantisme et sa barbarie. À eux de se mobiliser pour réformer le Coran, dont 700 versets appellent à la violence » (« Choc des cultures : la France aussi est ciblée », 19 novembre 2014). Nulle surprise, non plus, à ce qu'il reprenne à son compte les thèses de Renaud Camus, écrivain d'extrême droite condamné pour



provocation à la haine et à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur religion : « Le phénomène le plus spectaculaire et le plus occulté est celui que l'écrivain Renaud Camus nomme *Le Grand Remplacement* (Éditions David Reinharc) ; c'est-à-dire les substitutions de population qui s'opèrent, avec la stupéfiante abdication de tous, dans certaines villes et certains territoires et qui tournent le dos au processus d'assimilation constitutif de l'unité nationale » (« Droite et gauche font l'impasse sur l'État-nation en crise », 3 février 2012).

Ivan Rioufol n'a pas peur des parallèles douteux. Ainsi, lorsqu'en octobre 2010 certaines manifestations lycéennes sont émaillées d'incidents (destruction de mobilier urbain, affrontements avec la police), il évoque des « *intifadas à la française* », avec un vocabulaire qui, là encore, ne laisse planer aucun doute : « Les encapuchonnés ne défilent pas pour défendre la retraite à 60 ans, ni même le système de protection sociale qui a pu attirer leurs parents ou leurs grands-parents. Ils ont là pour en découdre avec la République, sa culture et ses symboles les plus visibles : les forces de l'ordre, les écoles. C'est ainsi qu'un collège a été incendié au Mans. Les scènes de guérillas urbaines qu'ils reproduisent ressemblent beaucoup aux images d'intifadas des jeunes Palestiniens s'affrontant aux forces israéliennes.

Comparaison n'est pas raison, mais il y a, dans ces insurrections ethniques d'une jeunesse de culture souvent musulmane, le même rejet d'un État vu comme colonisateur et oppresseur. Les ensauvagés, chaque fois plus intrépides et organisés, rappellent l'échec de leur intégration » (« Ce que révèlent les intifadas à la française », 20 octobre 2010).

Face à de telles « intifadas », que faire ? Évidemment, selon Rioufol, prendre modèle sur l'État mateur d'intifadas : « *Le déclin de la France exacerbe, chez ses fossoyeurs, la détestation d'Israël. Cette nation renaissante est également honnie des désabusés. La gauche xénophile est en première ligne pour accabler l'État hébreu. Il est vrai qu'il défend tout ce qu'elle-même a renié : la préservation des racines, la transmission de la mémoire, le culte du héros, la fierté nationale, la protection des frontières. Face au pacifisme des "humanistes" – naguère, ils furent nombreux à rejoindre Vichy et la collaboration –, la démocratie israélienne ne craint pas de recourir à la guerre s'il le faut. Là où l'État, culpabilisé par les minorités militantes, recule devant les intimidations du totalitarisme islamiste importé dans les soutes de l'immigration musulmane, ce petit pays assiégé se bat pour préserver son identité retrouvée. Il ose dire : non. Un mot que la France dépressive va devoir s'approprier pour renaître à son tour* » (« Israël, modèle d'une renaissance nationale », 14 novembre 2014). En bombardant les banlieues avec du phosphore blanc ?

Il s'agit donc de faire preuve de fermeté, de dire « non » et, surtout, de ne pas se laisser abuser par la tentation antiraciste. En effet, « *l'idéologie antiraciste est une plaie pour la démocratie. Elle détourne les mots et les regards au profit de minorités protégées qui tentent de subvertir la République avec l'appui de faiseurs d'opinion somnolents* ». Heureusement, nous rassure l'éditorialiste, le Front national est là : « *À droite comme à gauche, les élites ont avalisé un multiculturalisme de fait, en renonçant à maîtriser l'immigration de masse et à l'intégrer dans la société d'accueil. Toutefois, l'irrésistible ascension de Marine Le Pen les oblige à ouvrir les yeux et à prendre position. Lui laisser le thème de la nation et de sa protection serait lui offrir la victoire en 2017. Déjà, les derniers sondages la mettent largement en tête au premier tour* » (« Le vrai clivage politique passe par l'islam », 12 septembre 2014).

Une « irrésistible ascension » qui, pour Ivan Rioufol, exige de tendre la main au FN : « *Les réalités politiques obligent à plus de modestie vis-à-vis du FN et, probablement, à des compromis ou des rapprochements. L'erreur qui démange la droite centriste serait de continuer à décréter le FN infréquentable en dépit des nouveaux électeurs qui le rejoignent : ce serait là le meilleur moyen de radicaliser une frange de plus en plus importante d'un électorat qui en a assez d'être méprisé. Si les divergences avec le FN ne manquent pas sur le plan économique (son idéologie antilibérale contredit son pragmatisme sociétal), des convergences existent sur les risques du communautarisme, de l'immigration de masse, de l'oubli de soi, etc. Sarkozy ne pourrait surprendre que s'il décidait de jeter des ponts, en rompant avec l'ostracisme qui n'accorde d'ouvertures qu'à*

la gauche » (« Le retour de Nicolas Sarkozy entravé par le FN », 25 juin 2014). La boucle est bouclée.

ÉRIC ZEMMOUR, ÉVIDEMMENT

Nul besoin de s'étendre longuement sur le « cas » Éric Zemmour, tant sa médiatisation à outrance a permis à chacun de mesurer non seulement la profondeur de sa pensée mais aussi, et surtout, sa capacité à reprendre à son compte une large partie des idées et du programme du Front national tout en se défendant de servir les intérêts de ce parti.

Ainsi en va-t-il du principe de la préférence nationale, au cœur du programme du FN, et qu'Éric Zemmour aime à défendre, comme dans son dernier livre, *Le Suicide français*, lorsqu'il évoque la loi Pleven (1972) qui punit « la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence » visant des individus ou des groupes « à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée ». Commentaire de Zemmour : « *Personne ne remarqua le glissement opéré par la loi qui n'interdisait pas seulement toute discrimination en raison de l'ethnie, de la race, de la religion, mais y joignait aussi l'appartenance ou la non-appartenance à une nation. [...] Ce principe de non-discrimination entre Français et étranger interdit toute préférence nationale ; ruine toute séparation entre l'extérieur et l'intérieur ; sape les fondements de la notion de frontière entre le dedans et le dehors ; assimile le patriotisme au racisme ; interdit à un Français de préférer un compatriote à un étranger. La Loi Pleven est potentiellement, sans que personne en ait pris conscience à l'époque, la dissolution programmée de la nation française dans un magma planétaire* » (suite p.25).



LA CRITIQUE DES MÉDIAS



presse sans but lucratif, ont été déposées ou pourraient l'être : il n'existe aucune certitude qu'elles soient effectivement discutées.

Les lois Loppsi et Hadopi sont, pour l'essentiel, toujours en vigueur. La financiarisation des entreprises médiatiques continue à faire des ravages, la précarité d'une grande partie des journalistes (notamment les jeunes) ne cesse de se développer, la distribution de la presse imprimée est déstabilisée, les concentrations et les instrumentalisations capitalistes des médias s'intensifient : sur tout cela le gouvernement est de marbre. Mais, notamment pour obéir aux injonctions de l'Europe libérale, le statut de l'AFP est menacé et France Télévisions risque en 2017 d'être privée du soutien du budget public, sans réelle compensation.

Dans tous les domaines, prolifèrent ainsi des informations aux yeux bandés : sur les mouvements sociaux, sur les questions économiques, les questions judiciaires et bien d'autres, la pluralité des opinions éditoriales est confisquée

par des commentateurs multicartes et une minorité de prétendus experts qui sévissent dans tous les médias. Quant aux questions internationales...

Dans tous les médias (ou presque), travaillent des journalistes sous contraintes qui, quand ils ne sont pas des rouages n'aspirant qu'à servir, subissent des logiques mercantiles, des hiérarchies incontrôlées, l'extension de la précarité, des conditions de travail détériorées, des rédactions sans statut juridique, une protection dérisoire du secret des sources, etc.

Enfin, la plupart des grands médias sont des médias sous emprise : sous l'emprise des effets conjugués de la révolution numérique et de la contre-révolution néolibérale. Les espaces de liberté qu'ils concèdent sont fragiles : il faut les renforcer. Des médias alternatifs se multiplient, notamment sur internet ; il faut les soutenir. Mais ces médias alternatifs, livrés à eux-mêmes, ne peuvent constituer en eux-mêmes une alternative aux médias qui touchent la majeure partie de la population.

TRANSFORMER LES MÉDIAS : UNE URGENCE DÉMOCRATIQUE, UN COMBAT POLITIQUE !

Par temps de crise, la question des médias ne figure sans doute pas parmi les urgences économiques et sociales. Mais la crise n'aboutit pas seulement à une détérioration des conditions d'existence de la plupart d'entre nous : les politiques d'austérité qui, prétendant répondre à la crise, contribuent en réalité à aggraver ses conséquences, sont confortées par un intense travail sur l'opinion accompli en grande partie par les médias dominants.

Transformer les médias reste donc une urgence démocratique et un combat politique décisif. C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser, pour la première fois (et sans doute pas la dernière...), une Journée de la critique des médias le 31 janvier prochain.

Parce que nous ne prétendons pas mener solitairement ce combat et que celui-ci doit mettre en mouvement associations, syndicats, médias critiques et forces politiques qui, dans les limites de leurs terrains d'intervention, partagent, ne serait-ce que partiellement, notre diagnostic et nos propositions, nous voulons faire de cette journée un moment de rencontre, de confrontation et de mobilisation.



PREMIÈRE

JOURNÉE DE

LA CRITIQUE

DES MÉDIAS

**ORGANISÉ
ACRIM**

**Avec la participation d'ATTAC, Bastamag,
Ligue des Droits de l'Homme, SNJ, SNJ-CGT,
Solidaires, Syndicat de la Magistrature...**

**Et de Gilles Balbastre, I
Serge Halimi, Henri Ma
Didier Porte, Mathias R**



**SÉE PAR
MED**

SAMEDI

31 JANVIER

2015

14H-21H30

**à La Java - 105 rue du
Faubourg du Temple
75010 Paris**

M° Concourt ou Belleville

**, Pierre Carles,
Maler,
Reymond...**

**ENTRÉE
LIBRE**

1995 : La plupart des grands médias accusent de corporatisme et d'archaïsme le mouvement de grèves et de manifestations qui s'oppose au plan Juppé, visant (déjà...) à démanteler la Sécurité sociale. Ce fut une raison suffisante de fonder Acrimed.

2005 : La quasi-totalité des éditocrates et « experts » font campagne pour le « oui » au référendum pour un traité constitutionnel européen, décrétant que le « non » (qui l'emportera) est irrationnel et xénophobe. Ce fut l'une des raisons d'organiser, sur notre proposition, des États généraux pour le pluralisme en 2006.

2015 : La plupart des chiens de garde de l'ordre médiatique et social existant continuent d'aboyer contre tout discours remettant en cause les politiques néolibérales et le magistère que ces idéologues s'arrogent. C'est l'une des raisons d'organiser une journée de la critique des médias. Mais ce n'est pas la seule.

LA QUESTION DES MÉDIAS, C'EST NOTRE AFFAIRE !

1995-2015 : Deux décennies ont vu se succéder des gouvernements qui, sur la question des médias, ont laissé s'aggraver, quand ils ne les ont pas aggravées eux-mêmes, l'anémie du pluralisme et la précarité du journalisme, l'emprise du capital privé sur les médias et le recul du secteur public (ou sa soumission croissante aux logiques d'audimat). Des résistances se sont multipliées, des alternatives associatives ont vu le jour : ce fut sans le soutien de ces gouvernements, quand ce ne fut pas malgré eux ou contre eux. Au cours de ces deux décennies, des gouvernements prétendument progressistes sont parvenus à deux reprises au pouvoir : quand ils n'ont pas favorisé ce qu'ils prétendaient combattre, ils n'ont produit jusqu'à présent que quelques rustines !

La situation dans la grande presse écrite est dramatique. Dans la plupart des médias, qu'il s'agisse d'indépendance à l'égard des pouvoirs ou de pluralisme politique, la crise n'a en rien changé la donne : c'est aux mêmes prétendus experts économiques et aux mêmes journalistes dominants que l'on

continue de demander des « diagnostics » et des « solutions », malgré leur faillite avérée. Difficile d'ailleurs de voir comment les choses pourraient changer puisque rien ne contraint au changement ceux qui tiennent les rênes des « grands » médias au nom de grands propriétaires ayant fait fortune dans le BTP (Bouygues), l'armement (Dassault, Lagardère), le luxe (Arnault) ou les télécommunications (Niel).

En outre, le gouvernement actuel ne fait même plus semblant de se préoccuper vraiment de la question des médias. Il est vrai que le candidat François Hollande avait peu promis. Mais il n'a à ce jour presque rien tenu. Une réformette du CSA tient lieu de transformation de la régulation démocratique des médias. L'appropriation des médias par des groupes qui dépendent des marchés publics est restée inchangée. La refonte des aides à la presse, timidement envisagée, a été reportée sine die. La loi sur le secret des sources, pourtant adoptée en commission, a disparu. Des propositions de lois, notamment sur le statut juridique des rédactions et sur le statut d'entreprise de

Et, face à cette « dissolution programmée » liée au refus de toute discrimination, Zemmour aime à rappeler quelques « vérités ». Ainsi, le 6 mars 2010, invité sur le plateau de l'émission « L'Hebdo » (France O), il déclare entre autres ce qui suit : « *Discriminer c'est choisir, discriminer c'est sélectionner, discriminer c'est la liberté. On a le droit de choisir avec qui on veut travailler, on a le droit de choisir... [...] C'est la vie la discrimination !* » Durant cette émission, Zemmour explique en outre que les employeurs « *ont le droit* » de ne pas embaucher « *des Arabes et des Noirs* ». Il sera condamné à 2000 euros d'amende avec sursis pour « provocation à la discrimination raciale ». Le même jour, il récidive sur le plateau de l'émission « Salut les Terriens » (Canal plus) : « *Pourquoi on est contrôlé 17 fois ? Pourquoi ? Parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes, c'est comme ça, c'est un fait.* » Nouvelle condamnation. Zemmour n'a pas été condamné, en revanche, pour cette autre saillie pleine de bon sens, au cours d'un échange avec Rokhaya Diallo lors de l'émission « Paris/Berlin : le débat » (Arte) le 13 novembre 2008 : « *J'ai le sentiment qu'à la sacralisation des races de la période nazie et précédente a succédé la négation des races. Et c'est d'après moi aussi ridicule l'une que l'autre. Ça veut dire que ça n'existe pas alors qu'on voit bien que ça existe. J'appartiens à la race blanche, vous appartenez à la race noire.* »

Zemmour a également fait de l'islamophobie, autre thème récurrent du discours du Front national, un de ses fonds de commerce. Il y a bien évidemment eu la récente « affaire » de l'interview au *Corriere della Sera*, durant laquelle Zemmour évoque les dangers d'une guerre civile entre musulmans et non-musulmans en France, envisageant très sérieusement la possibilité d'un départ forcé (« *par avion* » ou « *par bateau* ») des premiers. Une déclaration qui est loin d'être accidentelle et qui vient couronner de longues années d'une islamophobie forcenée, s'exprimant notamment par la dénonciation d'une invasion musulmane, que l'on se contentera d'illustrer de quelques exemples. Le 20 février 2010, Éric Zemmour devise ainsi avec son compère Nicolas Domenach, dans l'émission « Ça se dispute » (I-Télé), de l'ouverture d'un restaurant Quick halal à Roubaix. La partie émergée de l'iceberg, selon Zemmour : « *Pourquoi il y a une émotion comme ça ? C'est parce que sans le dire, on voit ce qui est en train de survenir : des quartiers, des villes, et bientôt des départements, des régions entières... complètement halalisés. C'est-à-dire qu'il y a tellement de musulmans dans ces coins, une telle concentration de musulmans, que tout sera halal.* » Et, plus récemment (juin 2014), lors de la même émission de « débat », à propos de l'attaque contre le musée juif de Bruxelles : « *Vous ouvrez le Coran à n'importe quelle page, et il y a écrit il faut tuer les Juifs, il faut tuer les Chrétiens, Dieu les maudit, il faut tuer les infidèles, etc.* »

On ne sera guère étonné d'apprendre que lorsque certains ont demandé le départ d'Éric Zemmour de la station RTL, après qu'il a déclaré sur l'antenne de la radio le 23 mai 2012 que Christiane Taubira « *a choisi ses victimes – les femmes, les jeunes – et ses bourreaux – les hommes blancs* », Marine Le Pen, peu bavarde lors de l'éviction d'un Didier Porte, d'un Stéphane Guillon ou d'un Daniel Mermet, l'ait soutenu en ces

termes : « *Le débarquement d'Éric Zemmour de la station de radio RTL constituerait une grave atteinte au pluralisme des opinions dans les médias.* » Et une perte certaine pour le département « service après-vente » du Front national.

YVES THRÉARD, LES JEUNES DE BANLIEUE, LES ROMS ET LES AUTRES

Dernier exemple, parmi bien d'autres, Yves Thérard, du *Figaro*. À l'instar de ses compères Zemmour et Rioufol, Thérard reprend à son compte nombre de thématiques du Front national tout en se défendant, lui aussi, de soutenir ce parti.

Yves Thérard a une certaine idée de la France, et est en croisade contre ceux qui voudraient, d'après lui, la détruire. Et ils sont nombreux, à commencer par ceux qui interrogent son passé peu glorieux : « *Comme tous les ans à la Toussaint, date qui marque le début en 1954 de la guerre d'indépendance, des officiels algériens ont exigé que la France fasse repentance pour la période coloniale. Et, comme tous les ans, des voix ici se sont élevées contre cette mise en demeure. C'est cette fois le sénateur UMP Gérard Longuet qui a répondu le premier par un bras d'honneur, en direct sur la chaîne Public Sénat. Geste filmé alors que défilait, sur l'écran, le générique de fin de l'émission. On peut contester la forme. Mais, sur le fond, on ne peut que donner raison à l'ancien ministre de la Défense. Il y en a assez de cette mode de la repentance, de cette haine de soi, née dans les années 1990 et encouragée par Jacques Chirac. Cette tendance nationale à l'autoflagellation a conduit le parlement français à s'ériger en tribunal de l'histoire, et nos responsables politiques, de droite comme de gauche, en redresseurs de torts du passé* » (« Entre la France et l'Algérie, l'éternelle haine », 2 novembre 2012).



En mai 2013, après les incidents ayant émaillé la célébration du titre national du Paris-Saint-Germain à Paris, il dégaîne contre les « bandes » venues de banlieue, en des termes... choisis : « *Cette émeute est le fait, pour l'essentiel, de bandes descendues de banlieue, la haine au ventre, pour défier l'autorité (la police), détruire les symboles (la capitale française), narguer les citadins (les Parisiens). De petites frappes qui se servent de n'importe quel prétexte pour se défouler. C'était le CPE (contrat première embauche) en 2006, c'est parfois le passage à la nouvelle année, avec la prise d'assaut des Champs-Élysées* » (« La loi des banlieues », 14 mai 2013). Tout simplement. Un exemple exemplaire

de la rhétorique consistant à opposer les « bons » et les « mauvais » Français, en stigmatisant collectivement une catégorie précise de la population, à savoir les « jeunes de banlieue ». Marine Le Pen n'en demandait pas tant... *Idem* lorsqu'il s'agit de parler des Roms : « Il n'est plus une région, un département, une ville aujourd'hui qui ne soient confrontés à l'installation de plusieurs campements de Roms. Violation du droit de propriété, dégradation de l'environnement, explosion de la délinquance, la France vit sur un volcan qui entrera en éruption si rien n'est entrepris pour éteindre le feu » (« Roms : la France sur un volcan », 24 septembre 2013).

Yves Thréard est également un adepte de l'autorité, de l'ordre et de l'État fort, très fort. Mais pas dans le domaine social... En témoigne ce commentaire plein de pudeur et de retenue quelques jours après la mort du jeune Rémi Fraisse lors d'une manifestation contre le barrage de Sivens : « C'est avec une mine contrite que Bernard Cazeneuve a annoncé, jeudi, la fin de l'usage des grenades offensives par les gendarmes mobiles. Après quinze jours d'une intense polémique depuis la mort du jeune militant de Sivens, le ministre de l'Intérieur baisse donc la garde. Il sacrifie les forces de l'ordre, qu'il désarme, pour tenter de calmer une poignée d'écologistes en colère. Une toute petite minorité a réussi à imposer sa loi une nouvelle fois » (« La loi d'une petite minorité », 14 novembre 2014). En témoigne également sa dénonciation, en 2009, de ceux qu'il appelle les « profiteurs de la crise » : « Des salariés qui séquestrent leur patron, des professeurs qui intimident leur président d'université, des enseignants qui menacent de ne pas corriger le bac, des étudiants qui empêchent le déroulement des cours, d'obscur commandos qui sabotent des lignes de chemin de fer ou des compteurs à gaz... Des actes d'incivisme, des manifestations de violence que leurs auteurs, ou leurs inspireurs, voudraient justifier par la crise pour rejouer les journées de Thermidor au printemps 2009. [...] Il suffit de reprendre les propos d'Olivier Besancenot après les manifestations de casseurs, le week-end dernier à Strasbourg, pour comprendre : "Les autorités ont tout fait pour que ça dégénère". Voici l'ennemi : l'autorité. Autrement dit, Nicolas Sarkozy » (« Les profiteurs de la crise », 9 avril 2009).

On ne sera dès lors surpris de sa récente ode à Marine Le Pen, qui se conclut par une menace... ou un souhait ?

Les jeunes, les ruraux, les ouvriers, ils votent tous en majorité pour elle comme un seul homme.

Pourquoi ? Parce que les autres – l'UMP et le PS – sont mauvais, divisés, inaudibles. Du coup, ils lui laissent un boulevard pour s'exprimer et caresser dans le sens du vote tout ce peuple des invisibles, des déclassés, des orphelins d'une France forte et grande. Comment fait-elle ? Par captations d'héritages.

L'héritage républicain, c'est le FN qui s'en fait le défenseur. Ainsi sur la laïcité.

L'héritage gaulliste, c'est la FN qui s'en fait le promoteur. Ainsi sur l'indépendance nationale.

L'héritage d'un État fort, stratège, interventionniste, c'est le FN qui s'en fait l'apôtre, bien mieux que Mélenchon. Ainsi en économie.

Marine Le Pen présidente, c'est possible ? On n'en est pas là, loin de là. Mais Hollande et Sarkozy qui rêvent de se retrouver contre elle au second tour de la présidentielle de 2017 seraient bien inspirés de ne pas trop faire les malins. (« Les captations d'héritage du FN », 13 août 2014)

Et on n'a pas été davantage surpris par le titre de l'éditorial qu'il a rédigé pour *Le Figaro* au lendemain de la mort des assassins des journalistes de *Charlie Hebdo*, soit 48 heures après que Marine Le Pen a proposé un référendum sur la peine de mort : « Justice est faite ».

Ivan Rioufol, Yves Thréard et Éric Zemmour ont le droit de penser ce qu'ils veulent, et même de le dire. Et il en va d'autres chroniqueurs et éditorialistes multiscartes, que nous avons épargnés faute de place mais qui méritent eux aussi d'être reconnus comme d'excellents porteurs d'eau pour le FN. On pense par exemple à Philippe Tesson, partisan de la peine de mort pour Dieudonné (« Sa mort par exécution par un peloton de soldats me réjouirait profondément. C'est, pour moi, une bête immonde. Donc qu'on le supprime, c'est tout ! Je signe et je persiste ») et amateur de comparaisons... édifiantes (« Si Valls a peur de la résurgence du fascisme, pourquoi les bourgeois catholiques n'auraient-ils pas peur des risques de dérive socialiste ? Peur contre peur. Toujours cette arrogance, cette volonté d'imposer sa vérité, ce mépris de ce que pense et de ce qu'est l'autre ! »). On pense aussi à Élisabeth Lévy (Causeur), à Yves de Kerdrel (Valeurs Actuelles), à Éric Brunet (RMC) et à quelques autres.



Le problème n'est pas ce qu'ils pensent et ce qu'ils disent, mais la table ouverte qu'ils trouvent dans nombre de grands médias (au-delà du journal ou de la radio qui les paie) pour venir commenter l'actualité, parler de tout, et surtout de rien. Ils sont présentés comme des « chroniqueurs », parfois comme des « polémistes », mais jamais comme ce qu'ils sont réellement, à savoir des idéologues de la droite extrême, sinon de l'extrême droite. Sous couvert de journalisme, ces individus contribuent, grâce à celles et ceux qui les invitent et les banalisent dans le paysage médiatique, à légitimer les idées et les discours du Front national, à normaliser le parti de Marine Le Pen et à déplacer toujours un peu plus vers la droite le discours dominant. Mais, après chaque élection, ils sont toujours là, la mine grave, et se demandent : « Comment expliquer l'ascension du FN ? ». Mystère.

LE « POPULISME » DU FN : RETOUR SUR UNE INVENTION MÉDIATIQUE

Entretien avec Annie Collovald, professeure de sociologie à l'Université de Nantes, spécialiste de la droite et de l'extrême droite. Elle a notamment écrit, en 2004, Le « populisme du FN » : un dangereux contresens (éditions du Croquant).

En 2004, dans Le « populisme du FN » : un dangereux contresens, vous montriez notamment que les analyses désignant les classes populaires comme les principaux soutiens du FN étaient infondées et imprégnées de racisme de classe. Pouvez-vous nous préciser quelle a été la contribution propre des médias, mais aussi d'experts issus de la « science politique », à la diffusion de cette idée reçue du commentaire politique et à cette image fantasmée des classes populaires ?

Il faut rappeler que la qualification du FN comme populisme est récente et qu'elle ne s'est pas imposée d'emblée. Il a fallu du temps et surtout différentes mobilisations d'interprètes de la vie politique pour qu'elle gagne en plausibilité et en sérieux, du moins apparent. Son évidence d'aujourd'hui a été progressivement construite, au prix d'une double réorientation des perspectives originelles : celles voyant dans le FN un « fascisme » ou une extrême droite, et regardant surtout les dirigeants de ce parti (leur parcours politique, leurs relations avec la collaboration sous Vichy puis avec l'OAS, leurs discours racistes, etc.). Désormais, c'est le lien unissant un chef supposé charismatique à des électeurs supposés issus majoritairement des classes populaires qui justifie la désignation de populisme.

Dans cette histoire, les journalistes n'ont pas initialement joué de rôle majeur ; ce sont d'abord des « savants » (philosophes politiques, historiens puis politologues) qui, successivement et pour des raisons tenant à des stratégies de distinction dans leurs disciplines respectives, ont travaillé à donner une coloration scientifique à cette dénomination. Ils importent d'abord une des définitions du populisme ayant cours au sein de l'extrême droite américaine à la fin des années 1970, visant à donner une apparence populaire et d'éthique philanthropique à une entreprise néoconservatrice sur le plan économique et politique, pour mieux la présenter comme révolutionnaire et déstabiliser les conservateurs jugés dépassés. Faire du « populisme » pour cette avant-garde radicale ne consistait pas à valoriser le peuple, mais à se servir de lui pour conférer un semblant de légitimité sociale à une cause qui lui est étrangère. Insérée dans les débats français, cette fiction intéressée vient ensuite inventer une nouvelle identité au FN : il ne serait qu'une nouvelle droite, certes un peu radicale mais peu dangereuse, et surtout une droite populaire, la preuve résidant non dans des enquêtes empiriques sur le recrutement de ses militants ou dirigeants,

mais dans les discours « sociaux » et anti-élites tenus par les porte-parole frontistes censés subjuguer toutes les victimes de la crise sociale et économique (une lignée populiste est même élaborée – sur des critères de ressemblance lointaine – pour lui conférer un ancrage historique, qui de Boulanger en passant par Poujade, ces héros calamiteux, conduirait sans discontinuités à Le Pen). Articles et ouvrages scientifiques se multiplient, dont les journalistes rendent compte, et leurs auteurs sont invités dans les colonnes des journaux ou sur les ondes à présenter leurs travaux qui tranchent jusqu'au début des années 1990 avec les débats politiques continuant à taxer le FN d'extrême droite honteuse.

Une étape va être franchie et la fiction va gagner son (pauvre) réalisme quand, à partir des années 1990, des politologues inspirés par le « populisme du FN » découvrent, sur la foi de sondages électoraux, un « fait » extraordinaire : ce seraient les classes populaires (ouvriers, employés, chômeurs) qui voteraient Le Pen. Que cette affirmation reçoive de multiples démentis, qu'elle soit moins une avancée scientifique qu'un échafaudage sans théorie ni fondement autre que des préjugés n'empêche rien. La boucle est bouclée, le mot a trouvé sa recette. Le « populisme » attire d'abord le populaire, son étymologie ne renvoie-t-elle d'ailleurs pas au « peuple » ? Rien d'étonnant d'ailleurs à ce que, selon le discours médiatique dominant, un parti indigne rallie surtout les fractions sociales les plus illégitimes socialement : par manque de diplôme et de ressources économiques, elles auraient une crédulité réceptive aux thèses frustes et simplistes du FN, à l'inverse bien sûr des plus éduqués et des plus riches protégés par leur haute culture de toute adhésion à des idées xénophobes ou intolérantes. Le FN devient alors le premier parti ouvrier en France, et le substitut du Parti communiste. Là, les journalistes (et surtout les éditorialistes) retrouvent leurs marques avec l'usage des sondages et leurs commentaires. Ils ne diffusent plus simplement si l'on peut dire une « information scientifique », ils en exploitent eux-mêmes les possibilités : faire des « scoops » à répétition, multiplier les papiers sensationnels (« Mélenchon-Le Pen : le match des populismes », « Et si c'était Marine Le Pen » et dernier en date « Marine Le Pen : personnalité politique de l'année 2014 »), et les prises de positions indignées, avancer des explications renversantes offrant à moindre coût un renouvellement de l'actualité politique : après « les gens d'en bas », « ceux de la désespérance sociale », voici la « France périphérique », « la France d'à côté »....

Comment expliquer que la catégorie de « populisme » ait pu s'imposer avec une telle force d'évidence parmi les journalistes politiques, comme la seule (ou presque) catégorie pertinente tant pour interpréter les succès électoraux du FN que pour dénigrer les classes populaires, accusées de voter uniformément pour le Front national ?

Plusieurs raisons à cela. Même si les journalistes (du moins un grand nombre d'entre eux) ont contribué à la rendre évidente, et d'abord à leurs propres yeux, en recourant à des sondages, sélectionnant leurs « résultats », extrapolant des interprétations et des commentaires peu fondés, mais terriblement efficaces par leur simplicité... Ils n'ont cependant pas joué seuls : des « savants », des hommes politiques, des intellectuels se sont progressivement ralliés à cette vision d'un FN « populiste », réactivant et créant des relations d'échanges et de reconnaissance croisés, ce qui a pour effet de fermer le pensable et le dicible sur ce parti. C'est aussi que le recrutement des éditorialistes qui s'opère de plus en plus dans les hauteurs sociales les a fait entrer dans le « cercle des importants », dont ils

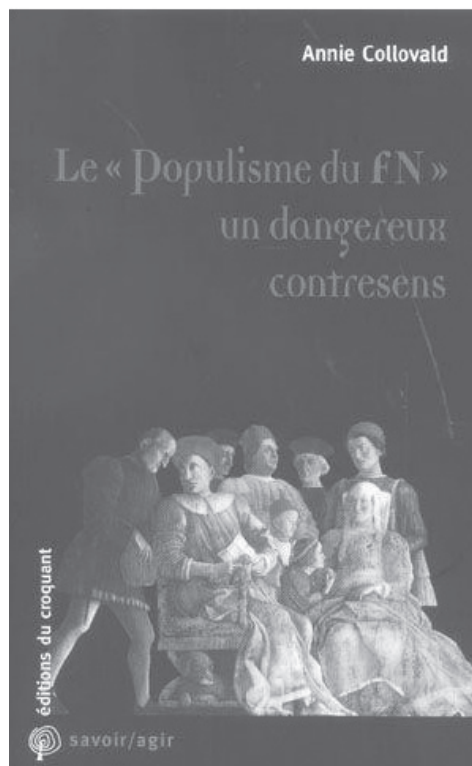
partagent les idées et les humeurs. Proches des responsables politiques de droite et de gauche, des conseillers en communication, des sondeurs qu'ils fréquentent dans les mêmes lieux de sociabilité et de formation, ils sont éloignés des groupes populaires sur lesquels ils portent souvent un regard moral fait de commisération et de déploration : ce qu'autorise le « populisme », qui permet un jeu de bascule entre injure, indignation et plainte pour ses « victimes » dont la « souffrance sociale » n'est pas entendue.

La conjoncture intellectuelle et politique se prête en outre tout particulièrement à une telle distance morale avec les groupes populaires justifiant tous les abandons passés et futurs : les groupes populaires n'ont plus tellement de défenseurs collectifs affichés susceptibles de contrebalancer les jugements émis (le PCF est à la dérive, le PS s'adresse désormais aux classes supérieures... et si le Front de gauche a récemment fait du « peuple » sa cause, le FN a été le seul depuis les années 1990 à se revendiquer vrai parti « populiste » s'adressant aux groupes populaires), les politiques sociales mises en œuvre viennent attester publiquement de la dégradation sociale et symbolique des groupes populaires (« mauvais pauvres » tous tricheurs, menteurs, à surveiller de près et à sanctionner très vite au moindre faux pas). Surtout la lutte politique s'est transformée depuis une vingtaine d'années et réorganisée sur un mode virtuel, sous l'effet, entre autres, de la réorientation de tous les partis sur les enjeux électoraux et de l'usage intensif des sondages hors élections et pendant celles-ci. Elle tend ainsi de plus en plus à se fermer sur elle-même, à être sous l'emprise des calculs électoraux et des « gens qui comptent » (instituts de sondage, patronat, par exemple). Du coup, la seule réalité qui mérite d'être prise en charge est celle qui occupe les unes de la presse ou des sondages et les conversations en ville et non celle qu'éprouvent au quotidien les plus démunis. On

comprend que le véritable problème à résoudre pour la démocratie, c'est moins le FN en tant que tel (surtout qu'il se serait dédiabolisé) que ces groupes populaires naturellement enclins au « pire » si l'on n'y prend garde (ce qu'invite spontanément à penser le populisme).

En affichant, plus ou moins ouvertement, leur mépris du FN et surtout de ses électeurs, assimilés à une foule d'arriérés emportés par le ressentiment social et envoûtés par le verbe du chef charismatique, pensez-vous que les journalistes ou présentateurs-intervieweurs, bien que parfois sincèrement opposés aux thèses frontistes, aient pu favoriser ses succès politiques actuels ?

De quels succès s'agit-il ? Pour les succès électoraux, j'en doute, mais ce serait trop long à expliquer. Succès politiques, dans le sens où le FN a gagné en légitimité, est devenu un acteur central autour duquel la compétition politique doit s'organiser, où ses idées tendent à devenir des opinions ou des prises de position comme les autres, très certainement, mais pour toutes les raisons que j'ai évoquées plus haut. Le FN serait d'ailleurs aujourd'hui presque aux portes du pouvoir... Quel meilleur indicateur de ce succès dans les représentations que cette idée qui court du PS à l'UMP que tout se joue pour la démocratie en termes de valeurs et non en termes d'égalité sociale et économique, de lutte contre les injustices vécues, de participation de tous à la définition du souhaitable et désirable en société ? C'est ainsi une vision purement normative de la démocratie qui s'impose et qui sert le jeu du FN : son destin ne se jouerait que lors des élections et non dans le cours ordinaire de la compétition politique, que par la présence d'extrêmes et non dans les retournements, attermoissements, compromis qui s'opèrent chez les acteurs centraux du jeu politique, ce qui évite d'interroger le comportement des élites sociales, économiques, médiatiques et politiques, les relations qui s'établissent entre elles au-delà



des frontières partisans (bien affaiblies depuis plusieurs années) comme leurs fréquentations, leur passage d'un parti à l'autre, leurs emprunts idéologiques, et les disqualifie de la montée des intolérances et des inégalités voire du retournement autoritaire qui atteint la démocratie dans ses règles pratiques et juridiques.

Cette catégorie de « populisme » est parfois utilisée dans les médias pour disqualifier d'autres formations politiques, situées à l'opposé du spectre politique (à la gauche du PS). Selon quelles logiques peut-on prêter le même autoritarisme, ou le même ressentiment social, à des militants qui combattent pourtant souvent frontalement les thèses frontistes et à des électeurs qui lui sont généralement hostiles ? N'est-ce pas là une version euphémisée de la catégorie fourre-tout de « totalitarisme », visant à présenter fascisme et communisme comme deux frères jumeaux, tous deux ennemis de « la démocratie » ?

Les usages actuels du « populisme » fonctionnent en effet à l'inventaire à la Prévert, la poésie en moins et les intentions politiques en plus : Chirac, Berlusconi, Sarkozy, Tapie, Cresson, Chávez, Le Pen, Haider, Fortuyn, Bové, Lula, Mélenchon, tous des populistes. L'idée que les « extrêmes » se rejoignent n'est vraiment pas nouvelle, c'est une des stratégies pour disqualifier les organisations de gauche, mais aussi pour rehausser en dignité des organisations honteuses, et l'on pourrait dire que c'est une des topiques de l'idéologie réactionnaire mise en avant par A. Hirschman [1]. Le « totalitarisme » s'y est en effet employé, mais, à la différence du populisme, la notion était très complexe à manier et à argumenter, et elle a suscité de très vives controverses à la fois scientifiques et politiques qui en ont fait un mot peu crédible. Le populisme, lui, raccourcit et simplifie très bien les argumentations, le mot maintenant suffit à expliquer (et à injurier) et économise la démonstration en s'épargnant des enquêtes autres que de façade et sur les façades (l'image, le ton, le style des leaders). Pas d'idéologie avec lui, c'est juste un engouement de tous les laissés pour compte de la modernisation économique pour un chef charismatique dont le charisme et le statut de leader incontesté d'ailleurs n'ont pas besoin non plus d'être prouvés, il suffit de regarder et d'écouter le « chef » et tout est clair. Ainsi, du moins dans ses usages actuels, la qualification de populisme appauvrit la réflexion et le raisonnement, et est très efficace pour produire des jugements et des stigmatisations sous couvert de constats. Dès lors, elle autorise à peu près n'importe quels rapprochements, rapprochements historiques ou internationaux au mépris de toute contextualisation même rapide (quels rapports entre Boulanger au XIX^e siècle et Le Pen dans les années 1990 ? entre Chávez au Venezuela et Le Pen en France ?), rapprochements politiques : on avait déjà eu droit au « gaucholepénisme » puis à « l'ouvriérolepénisme », au « trotskolepénisme », maintenant à Mélenchon-Le Pen même combat. Si en plus cela permet de faire « fun » en créant du « buzz », que demander de plus ?

À en croire de nombreux journalistes, tous médias confondus, depuis son arrivée à la tête du FN en 2011, Marine Le Pen aurait entrepris la « dédiabolisation » du parti d'extrême droite. Ne faut-il pas chercher les raisons du succès politique de cette entreprise dans le fait que cette « dédiabolisation » avait été engagée dès les années 1980 par l'emploi et la diffusion dans les médias de la catégorie de « populisme », puisque celle-ci venait se substituer à des caractérisations faisant du FN l'héritier du fascisme historique ou du régime de Vichy ? Par ailleurs, comment ce nouveau schéma interprétatif d'un FN normalisé s'articule-t-il avec la catégorisation en termes de « populisme » ?

Dédiabolisation aujourd'hui, notabilisation hier : dès les premiers emplois du « populisme » pour désigner le FN, il s'agissait bien de montrer que le parti frontiste des années 1980 n'était plus du fascisme ou une extrême droite au passé sulfureux. C'était une nouvelle droite radicale et populaire. Le FN avait changé, il était en rupture de filiation (celle qui s'invente alors enjambe l'épisode vichyssois pour aller directement au XIX^e siècle !). C'est du moins cette représentation que les premiers, philosophes et historiens, à en faire usage tentaient d'imposer. Par sa participation aux élections, le FN se serait « acclimaté » à la démocratie, et serait devenu un parti de notables certes à la fréquentation un peu désagréable, mais qui n'auraient plus rien à voir avec les affreux des années précédentes. Un danger certes, mais vraiment très peu sérieux.

Les saillies verbales des députés frontistes de 1986 à 1988 ont un peu ébranlé cette image. Dans les années 1990, déplacement de perspectives : le FN est bien un populisme, et le danger qu'il incarne pour la démocratie tiendrait au fait qu'il serait « trop démocratique », qu'il voudrait donner « trop de place au peuple ». En clair, il serait démocratique, mais il prendrait trop au sérieux la démocratie ! Une démocratie trop démocratique est le véritable problème, mieux vaudrait une démocratie sans le peuple (qui, si on le laisse agir, fait et dit n'importe quoi) ou, du moins, avec un peuple fortement contrôlé voire réduit à être une simple instance acclamative des élites éclairées... comme cela se passe dans les régimes autoritaires. Le discours sur la « normalisation » du FN – qui n'est pas si accepté que cela – n'est pas contradictoire avec cette représentation, bien au contraire.

Les dirigeants frontistes ne font que leur job de responsables politiques, ils jouent des représentations ; le risque vient du « peuple », c'est lui le problème. Se crée ainsi une véritable incompréhension de ce qu'est le FN : pas plus populiste que populaire, banalisé, notabilisé, nationaliste, il s'agit, si peu que l'on observe ce que ses discours font à la réalité, d'une extrême droite qui exerce non pas « la préférence nationale » comme ses dirigeants l'invoquent et les commentateurs le rappellent à satiété, mais le « dénationalisme » qui transforme des nationaux en immigrés pour toujours et pratique le double langage en profitant de son insertion dans le jeu politique pour faire passer (avec un succès certain) son idéologie anti-républicaine.

[1] *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, 1991.

LE FN PAR LE PETIT BOUT DE LA LORGNETTE MÉDIATIQUE

Souvent prompts à déplorer la « dédramatisation » du Front national ces dernières années, les journalistes le sont beaucoup moins quand il s'agit d'évaluer leur responsabilité dans le phénomène et dans son accélération. Voici deux cas d'école qui illustrent la « banalisation » de l'extrême droite dans les grands médias, c'est-à-dire cet ensemble de pratiques journalistiques consistant à produire ou relayer à l'envi, à propos du FN et de ses cadres, les mêmes informations insignifiantes et dépolitisées que pour les autres partis, contribuant ainsi à gommer l'ancrage politique et idéologique du parti d'extrême droite. Ce traitement médiatique qui se voudrait neutre et idéologiquement insoupçonnable de complaisance fait malgré lui le jeu du FN.

MARINE LE PEN ET SON PERMIS DE CONDUIRE

Pour le citoyen ordinaire en quête d'éclairage médiatique sur la vie politique, quel intérêt peut-il bien y avoir à s'infliger pléthore d'articles sur la perte (et l'éventuelle récupération) du permis de conduire de la dirigeante actuelle du FN ? Aucun, c'est entendu. Et pourtant, comme en témoigne le florilège qui suit, les papiers abondent en la matière. Les effets, eux, sont assez prévisibles : d'une part, attirer (sinon attendrir) les lecteurs en faisant passer la dirigeante frontiste tantôt pour une « victime d'injustice » tantôt pour un modèle de combativité, aux prises avec les problèmes ordinaires des Français ordinaires ; d'autre part, passer sous silence son programme, ses positions et prises de positions, sur le terrain politique cette fois-ci.

Certes, il y a bien quelques variations marginales d'une source à l'autre ; mais la reprise de la dépêche AFP et d'un article du *Canard enchaîné*, plus ou moins revus et corrigés, est manifeste. Et sur le fond ? Pas grand-chose, sinon la reproduction *ad nauseam* du compte rendu d'un

JUSTICE La présidente du Front national conteste être l'auteur des huit infractions au code de la route qui lui sont imputées...

Lille: Marine Le Pen se bat pour récupérer son permis de conduire

fait dérisoire, agrémenté ici d'une once d'admiration, là d'une pointe de compassion. Certains choisissent de se draper dans leur vertu, d'autres saluent à demi-mot son courage et sa combativité. Pendant ce temps-là, les idées du FN peuvent continuer de prospérer...

Marine Le Pen vit comme une "injustice" l'annulation de son permis

Publié le jeudi 02 octobre 2014 à 20h06

Voter
0

Quelle que soit la façon dont les faits sont relatés, faut-il vraiment consacrer autant de (gros) titres à l'écume de la politique, voire à l'actualité infra-politique ?

L'analyse bourdieusienne du fait divers, fût-il dans le cas particulier lié au champ politique, fonctionne à plein ; parler

aussi longuement de choses aussi futiles signifie que ces choses futiles sont en réalité très importantes pour les médias et riche d'enseignements pour l'analyste : pour espérer accroître leur audience, les médias dominants n'hésitent pas à s'attarder sur des personnages « vendeurs »,

y compris au sein du champ politique, quitte à détourner plus ou moins consciemment l'attention du public des vrais sujets politiques. Autrement dit, en remplissant des pages de sujets aussi insignifiants, les journalistes rabaissent l'information au rang de denrée journalistique minimale – et si possible rentable – tout en dépolitisant les questions potentiellement les plus brûlantes, les plus nécessaires et les plus universelles.

Actualités > Politique

Marine Le Pen ne digère pas l'annulation de son permis de conduire

Le Parisien | 02 Oct. 2014, 21h00

Marine Le Pen privée de permis de conduire

MIS À JOUR : 01-10-2014 09:38 - CRÉÉ : 30-09-2014 19:30

VITESSE – La présidente du Front national a perdu ses 12 points, assure le *Canard enchaîné* à paraître mercredi. Et elle devrait toujours 3.000 euros aux avocats qu'elle a engagés pour récupérer son permis de conduire.

C'EST L'HISTOIRE D'UN NOM...

Autre cas d'école, la couverture médiatique d'un hypothétique changement de nom du Front national: là encore, on ne peut que regretter le mélange de candeur journalistique et d'information aseptisée.

Il y a d'abord M6 (en partenariat avec Yahoo) qui, jamais avare d'un sondage internet « qui dérange », fait mine de rien de ses téléspectateurs des conseillers en communication en puissance auprès du parti d'extrême droite:

Sondage Yahoo!



- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Sans opinion

Le Point, qui n'a pas son pareil pour soulever les questions les plus « polémiques », s'interroge gravement:

Le FN va-t-il changer de nom ?

Florian Philippot, numéro deux de la formation, a indiqué que les adhérents du Front national pourraient être interrogés sur un changement de nom du parti.

Le quotidien gratuit 20 Minutes met à son tour cette question d'intérêt public sur la place publique au même moment et dans les mêmes termes que tous ses confrères:

POLITIQUE La question avait déjà fait débat entre Jean-Marie Le Pen et sa fille en 2012...

Le Front national va-t-il changer de nom?



Dans le corps de l'article, pourtant, on en apprend un peu plus:

Etape finale de la dédramatisation

Le changement de nom viendrait finaliser la stratégie de dédramatisation entamée par Marine Le Pen depuis sa prise de pouvoir. «Il n'est pas question de dédramatisation mais de volonté de marquer un changement du fait qu'on soit passé de Jean-Marie Le Pen à Marine Le Pen», remarque Wallerand de Saint Just.

Cette « stratégie de dédramatisation » – disons-le au passage car les journalistes font beaucoup d'efforts pour ne pas s'en apercevoir – serait certainement bien moins efficace sans la complicité involontaire et inaperçue des médias dominants qui font pour ainsi dire coup double: ils ne cessent de surfer sur ce que le monde politique a de plus superficiel et occultent dans le même temps les enjeux politiques majeurs et les prises de position – en l'occurrence du FN – sur ces derniers.

Le quotidien Sud-Ouest n'est pas en reste puisque, se plaçant cette fois du côté des adhérents frontistes, il choisit de solliciter une figure du FN local pour creuser la question.

Les adhérents du Front National vont-ils changer le nom de leur parti ?

70 COMMENTAIRES

Publié le 14/10/2014 à 17h06, modifié le 14/10/2014 à 18h29 par Julien Rousset

Il y a débat au sein du FN. Jacques Colombier, le patron du Front national en Gironde et conseiller municipal à Bordeaux, estime pourtant qu'il ne "faut pas changer un nom qui gagne"

À LIRE AUSSI



A. Le changement de nom du FN consacrerait la mutation de l'image du parti entreprise par Marine Le Pen
© PHOTO PHOTO QUENTIN SALINIER/SUD OUEST



La Teste-de-Buch (33): le Front national n'aime pas les photos de Cédric Delsaux
Jean-Charles Habran, le responsable testeur du Front national, regrette pas le choix des photos affichées en ville et sur la plaquette culturelle municipale.



Ici encore, la légende est savoureuse: « le changement de nom du FN consacrerait la mutation de l'image du parti entreprise par Marine Le Pen »... Mutation, ajouterons-nous, docilement relayée par les médias.

BFM-TV, pour sa part, achève le travail faisant toute la lumière sur cette microchamaillerie familiale qui agite rien de moins qu'un sous-espace du microcosme politique:

Jean-Marie Le Pen s'oppose au changement de nom du FN

BFMTV | A. Dt | Publié le 15/10/2014 à 10h20 | Mis à jour le 16/10/2014 à 10h10

Voilà, en somme, comment une initiative interne au parti d'extrême droite, qui préoccupe une poignée de ses dirigeants (et qui pourrait de surcroît rester lettre morte, nous dit-on), devient en quelques jours un problème politico-médiatique national, qui mérite gros titres, sondages et autres pseudo-enquêtes.

DÉPOLITISATION EFFRÉNÉE, BANALISATION EFFECTIVE

De même que sa nièce, présentée avant tout non pas comme une personnalité politique qui porte des idées, qu'il conviendrait d'évoquer, sinon de critiquer, mais est ramenée à son sexe et à son âge (voir encadré ci-dessous), de même la présidente frontiste est ramenée à ses turpitudes automobiles et à une banale querelle onomastique, accentuant ainsi la superficialité du débat politique et la dépolitisation du monde (notamment politique).

Car la « personnalisation » et son corollaire, le déplacement sur le terrain des micro-querelles, des micro-faits et de ce que la politique offre de plus périphérique et superficiel, relativisent de facto l'examen du strict programme politique du Front national, quand ils ne l'occultent pas tout bonnement.

Loin, donc, d'une très discutable « lepénisation des esprits », nous assistons bien plus à une dépolitisation de la politique, dont la banalisation effective du FN et de son programme,

qui est en partie le fait des médias, est une conséquence parmi d'autres. À traiter la politique de manière trop souvent oblique et anecdotique – particulièrement son aile la plus « sulfureuse » –, les journalistes contribuent inéluctablement à éloigner le citoyen des enjeux politiques réels... et à les rapprocher du parti d'extrême droite qui n'en demandait pas tant.

Après tant de bruit médiatique pour presque rien, ne reste plus alors pour parachever le processus de « dédiabolisation » qu'à relayer la fiction journalistique ultime – le classement des « personnalités » –, preuve s'il en fallait de la légitimité des prophéties auto-réalisatrices dont raffole entre autres la presse écrite, et dont elle espère qu'elle stimulera

ses ventes moribondes... au moins jusqu'à la prochaine échéance électorale.

On imagine dès lors sans difficultés que les mêmes se lamenteront tôt ou tard de « l'irrésistible ascension de Marine Le Pen »... en « une », de préférence. Misère...

EXCLU - Marine Le Pen, personnalité politique de 2014 pour les Français

CRÉÉ : 15-12-2014 09:30

POLITIQUE - La présidente du Front national est la personnalité qui a le plus marqué l'année politique 2014, selon notre sondage OpinionWay. Marine Le Pen remporte également la palme de la meilleure opposante à François Hollande.



Marine Le Pen est la personnalité qui a le plus marqué l'actualité politique 2014 pour 42% des Français.

Photo : Photo : APERCUSIPA

Marion Maréchal-Le Pen : star pour médias ou femme politique ?

« Marion, qui porte en réalité le même prénom que sa tante Marine (une contraction de Marion et Anne), passe la moitié de sa semaine à Carpentras, où elle a loué, jusqu'au 17 juin, une maison dans le centre-ville. La plupart du temps, on l'aperçoit en jean, boots, cheveux lâchés et sans maquillage, sillonnant les marchés et le quartier commerçant où elle ne se montre en rien intimidée malgré son jeune âge, 22 ans, et un patronyme qu'elle a longtemps jugé lourd à porter. [...] Nullement désarçonnée, elle a répondu à toutes les questions sans broncher, ses sourires n'arrivant pas à masquer sa grande résolution. [...] Indépendante, Marion n'a pas souhaité que Marine Le Pen vienne l'encourager pendant la campagne » (*Paris-Match*, 25 mai 2012).

Congrès du FN : Marion Maréchal-Le Pen, 24 ans, nouvelle star du parti

POLITIQUE - AU CONGRÈS DU FRONT NATIONAL À LYON
MARION-MARÉCHAL LE PEN, LA JEUNE QUI MONTE

/2014 à 05:00

FN : Marion Maréchal Le Pen, grande chouchoute du congrès de Lyon

MIS À JOUR : 30-11-2014 22:48 - CRÉÉ : 30-11-2014 16:08

REPORTAGE - Au commencement, la députée du Vaucluse n'était pas destinée à devenir l'égérie du parti de son grand-père. Deux ans plus tard, elle est devenue la personnalité préférée des militants FN.

onde | Actualité

| POLITIQUE |
Le Pen, la jeune qui monte

« RÉINFORMATION » ET DÉSINFORMATION : L'EXTRÊME DROITE DES MÉDIAS EN LIGNE

Depuis longtemps déjà l'extrême droite s'épanouit sur la toile. Des centaines de blogs déclinent toutes les formes de propagande réactionnaire, du catholicisme intégriste au néo-paganisme fascisant et, sur les forums des grands sites de presse ou les réseaux sociaux, des myriades de « commentateurs » anonymes martèlent joyeusement leurs convictions xénophobes, révisionnistes, nationalistes ou homophobes. Parallèlement pullulent des sites, largement interconnectés, dont le point commun, au-delà de quelques nuances – si l'on peut dire –, est de dénoncer ce qu'en d'autres temps ils auraient appelé l'anti-France – avec l'islam et les musulmans comme cibles prioritaires. Certains de ces sites, organes de propagande des courants d'extrême droite les plus radicaux, sont pourtant construits de telle façon et ont acquis une telle audience qu'ils peuvent apparaître comme de véritables médias prétendant informer, ou plutôt, pour reprendre leur propre vocabulaire, « réinformer »...

1. LES IDENTITAIRES DE LA « RÉINFOSPHÈRE » : FDESOUCHE ET NOVOPRESS

Lancé en 2005 comme un blog censé relater « les pérégrinations d'un Français de souche dans le Paris occupé » (par les immigrés non européens et leurs descendants, s'entend...), fdesouche.com, dont le nom est tiré du spirituel pseudonyme de son auteur, François Desouche, prend son essor en 2006 en devenant un site de commentaire de l'actualité, et surtout, en permettant aux internautes de la commenter à leur tour

explicitement comme des menaces pour une identité nationale fantasmée et glorifiée – tout en étant réduite sur le site à quelques symboles dérisoires : le coq, le cochon, les santons de Provence, les crèches de Noël, etc.

En guise de « réinformation », la recette éditoriale de Fdesouche repose en grande partie sur un détournement de faits divers qui scandent l'actualité dans les grands médias, et occulte toute information qui ne permet pas d'illustrer ses options idéologiques, ou servir d'appui à sa propagande



– commentaires qui vaudront quelques ennuis judiciaires au site et à son animateur –, jusqu'à être adoubé par Marine Le Pen qui déclarait en 2010 : « Fdesouche, c'est un média à part entière »...

Un média peut-être, mais un média très singulier, qui ne produit aucune information, se contente de revues de presse, et surtout sélectionne et hiérarchise les « informations » jugées pertinentes selon des critères aussi étroits qu'obsessionnels. Bien que ventilés dans les rubriques traditionnelles de la presse d'information politique et générale, les articles reproduits traitent inlassablement des trois mêmes thèmes : l'immigration, l'islam, et l'insécurité, présentés plus ou moins

politique. En ressort un contenu d'une grande redondance et d'une grande monotonie : à naviguer sur le site, on est rarement sûr de savoir dans quelle rubrique on se trouve. Pour preuve, voici quelques titres d'articles glanés au cours de la troisième semaine de décembre et qui illustrent de façon éloquent cette pauvreté monomaniaque des « informations » proposées :

– dans la rubrique « Société » : « Allumage des bougies de Hanuka au Champ de Mars en présence de la Maire de Paris et du préfet de Région » ; « Un chant musulman dans les églises allemandes le 24 décembre ? » ; « Quand un site musulman recense toutes les raisons de ne pas fêter Noël » ;

« Volé en France, un échographe d'une valeur de 74000 €, retrouvé au Maroc »;

– dans la rubrique « Sécurité »: « CRS en civil et sa femme agressés: "Sales français, sale race" »; « Plan Vigipirate renforcé: Les Français partagés entre inquiétude et sérénité »; « "Pourquoi le déclenchement d'une guerre civile en Europe n'a rien d'une vue de l'esprit mais relève bien d'un implacable projet appliqué par l'État Islamique" »; « Le Mans: Un homme arrêté après avoir dégradé les décors de Noël et crié "Allah akbar" »; « Montpellier: poignardé devant un kebab, son pronostic vital est engagé »;

– dans la rubrique « Économie »: « Grande-Bretagne: L'immigration est le sujet d'inquiétude numéro un d'après un sondage Ipsos »; « Alsace: Un Noël 100 % "made in France" »; « Fréjus (83) et Mantes (78): Les maires FN ne veulent plus de mosquées »; « En France seuls 9 % des immigrés légaux viennent pour travailler »; « L'aide médicale d'État renforcée en 2015: +73000000 d'euros »;

– dans la rubrique « Écologie »: « Les populations européennes ont survécu au dernier âge de glace: nous avons 55000 ans d'histoire »; « Tuberculose à bord de bateaux de Lampedusa: la Marine minimise et pourtant... »; « L'Europe est-elle prête à faire face à une attaque terroriste? »; « Suisse: Les Verts d'Ecopop exigent un contrôle de l'immigration »;

– dans la rubrique « Culture »: « Les priorités de Libération: "faut-il écrire Allah akbar ou Allahou akbar?" »; « Noël dans la cathédrale de Chartres »; « Nancy: une crèche enlevée au CHU suite à l'intervention d'un journaliste »; « Quand l'islamiste de Joué-lès-Tours était rappeur »; rubrique qui accueille aussi pas moins de 11 articles consacrés à... la boucherie, profession « traditionnelle » et donc « identitaire » et culturelle s'il en est, à laquelle Fdesouche porte naturellement une affection particulière – même si c'est surtout sur la progression, inexorable semble-t-il, des établissements halal que portent les articles en question!

Là où les médias d'opinion et de parti pris commentent eux-mêmes l'actualité qu'ils choisissent de traiter, Fdesouche laisse ce soin à ses lecteurs. Ainsi, les articles ne consistent souvent qu'en de simples extraits d'articles de presse originaux, ne retenant que les éléments saillants que les internautes sont invités à commenter. Le travail est réduit au minimum pour l'animateur du site tandis que les visiteurs inscrits qui participent à cette exégèse collective coproduisent d'une certaine manière le contenu du site et s'enroprient le contenu plus aisément.

Fdesouche utilise ainsi le potentiel d'interactivité d'internet et encourage la participation de ses lecteurs à travers de multiples dispositifs. Dans une rubrique délicatement intitulée « tranches de vie », sont publiées des vidéos envoyées par les internautes. Le contenu? Des scènes captées dans la rue, dans les transports en commun ou glanées sur internet et ayant comme seul point commun de nourrir leurs préjugés et de faire écho à leurs convictions politiques. Pourquoi rassembler en effet ces scènes sous-titrées « Quand un Ivoirien drague

une Antillaise dans le RER... », « Une bagarre éclate à la poste du Lamentin en Martinique », « Racailles Vs vendeurs à la sauvette », sinon pour encourager une lecture raciale de ces faits divers? La vidéo mise en ligne le 8 décembre dernier est à cet égard édifiante: intitulée « Tranche de vie dans le métro parisien: "vous êtes des voleurs" », on y voit une femme prendre violemment à partie un jeune homme qui vient apparemment de frauder pour entrer dans le métro, et fulminer rageusement contre ses origines immigrées...

Concours de crèches des lecteurs de Fdesouche (màj)

Par François le 06/12/2014



En réponse à ceux que la crèche dérange, Fdesouche organise un grand concours des crèches de ses lecteurs.

Pour y participer, envoyez vos photos ou vidéos à l'adresse suivante :

SONDAGE

Etes-vous favorable à la dispersion des demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire ?

- ☐ Oui, il faut les diluer sur l'ensemble du territoire
- ☐ Non, il vaut mieux qu'ils soient regroupés dans quelques régions

VOTE

View Results



Dans la même veine « participative », Fdesouche lançait également au mois de décembre, un « grand concours de crèche », dont l'innocence n'est même pas feinte puisqu'il est organisé « en réponse à ceux que la crèche dérange »; et que dire encore de ce sondage maison, dont la question posée, comme les réponses proposées, sont aussi révoltantes qu'incongrues – sans même parler du logo inspiré par une islamophobie à peine euphémisée qui accompagne l'appel au don...

SONDAGE

Etes-vous favorable à la dispersion des demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire ?

- ☐ Oui, il faut les diluer sur l'ensemble du territoire
- ☐ Non, il vaut mieux qu'ils soient regroupés dans quelques régions

VOTE

View Results



Animée par une même mentalité d'assiégé et par les mêmes options politiques que Fdesouche, le site Novopress (fr.novopress.info), « se donne comme objectif de refaire l'information face à l'« idéologie unique ». Mais ce travail de réinformation ne peut pas se faire seul. La complémentarité entre les différentes plateformes existantes doit permettre de développer un véritable écosystème réinformationnel ». Plutôt que de complémentarité, sans doute faudrait-il davantage parler des similitudes entre les différents médias de cet « écosystème » dans lequel on retrouve notamment Fdesouche, Polémia (voir notre article p. 38-39), ou encore Minute.

Certes, à la différence de Fdesouche, Novopress produit une partie du contenu qu'il propose et l'on peut y trouver quelques

une agence de propagande et de communication. Le site propose notamment une information et un agenda militants qui ne laissent guère de doutes quant à la nature des « informations » diffusées par cette prétendue agence de presse. Comme ce communiqué du Bloc identitaire lyonnais, intitulé « En prévention de la manifestation de l'extrême gauche du 29 novembre à Lyon », qui annonce qu'il « est hors de question pour nous, Identitaires, de laisser nos commerces fermés et ruinés, nous les aiderons le 29 novembre prochain à se défendre » ; ou encore l'annonce de la « III^{ème} Marche du souvenir organisée par l'association La Compagnie du Maine », dont l'organisateur explique ainsi les motivations : « Nous faisons partie de cette jeune génération qui a pleinement conscience de tous les maux qui composent ce que l'essayiste

« Novo » signifie, en latin, « renouveler » ou encore « refaire ». Novopress se donne comme objectif de refaire l'information face à l'« idéologie unique ». Mais ce travail de réinformation ne peut pas se faire seul. La complémentarité entre les différentes plateformes existantes doit permettre de développer un véritable écosystème réinformationnel.

FDESOUCHE.COM LE SITE OÙ IL NE VAUT PAS QUE TU VISITES ! Cukierman : « sans les juifs, la France cessera d'être une démocratie » (mâj : « les juifs, parias de la république ») Bernard Kouchner : « on est condamné à faire une alliance UMP/PS si on veut battre Marine Le Pen » Les noëls, collections de chants populaires, profanes et sacrés, de nos régions	POLEMIA Suisse : la Convention européenne des droits de l'homme contre la démocratie directe Pas besoin de l'OTAN ! Le Front national et l'islam : un sujet à risque pour le parti de Marine Le Pen	Nouvelles de France Crèches en mairies : « On ne dira bientôt plus Noël », déplore Éric Zemmour Etienne Neuville : « Le travail du dimanche ne crée ni croissance ni emploi. Les arguments du MEDEF sont fantaisistes » Des élections truquées en Pologne ? Vous avez bien dit en Pologne ?	INFO BORDEAUX Une procession dans les rues de Bordeaux en l'honneur de la Vierge Marie Qui est Virginie Calmels, successeur annoncé d'Alain Juppé ? Emploi fictif : Le socialiste Nicolas Madrelle mis en examen	minute EXCLUSIF - Marine Le Pen fait appel à un fondateur de GayLib ! Pays-Bas : le PVV veut fermer les mosquées Antiracistes versus Antiracistes
---	---	---	--	---

articles et quelques informations que l'on aurait pu lire dans des médias moins outrancièrement politisés, sur l'économie et l'environnement notamment, mais le même travers obsessionnel domine : l'actualité n'y est vue qu'à travers la crainte de voir la « culture occidentale » et « l'identité française » submergées par des populations venues du sud de la Méditerranée et un islam conquérant. À titre d'exemple, quelques-uns des articles les plus populaires du mois de décembre : « Les délinquants qui avaient attaqué un RER à Grigny ressortent libres » ; « Interruption de séance, débats houleux : la question des Roms électrise le conseil municipal de Strasbourg » ; « Allemagne : des musulmans créent une "Police de la Charia" » ; « Les dangers de l'immigration pour la France soulevés à l'ONU ! ». Ou encore, le « hashtag du moment » (Novopress est particulièrement actif sur Twitter), bien en évidence sur la page d'accueil : #GrandRemplacement...

Prétendant au qualificatif d'agence de presse, Novopress ne fait pourtant pas illusion et apparaît davantage comme

Éric Zemmour nomme le « suicide français ». Parmi ceux-ci, un nous semble central : le mépris de soi au nom d'un amour idéalisé de l'Autre, la haine ou, pire, l'oubli de nos racines au profit de toutes les racines de l'Autre. »

Bien que limité à quelques lubies idéologiques, force est de constater que Novopress propose un contenu riche, diversifié, et qui se veut attractif, avec une rubrique proposant des dizaines d'entretiens (qui font la part belle aux responsables du

Front national et aux intellectuels d'extrême droite), un « Top Tweet », ou encore une rubrique « TV » qui comprend de très nombreuses vidéos, des simples reprises des grands médias audiovisuels pour la plupart, mais qui permettent à celles et ceux que l'écrit ou les réseaux sociaux rebutent de s'imprégner de la vision du monde que Novopress promeut.

HASHTAG DU MOMENT

#GrandRemplacement

 **France Blanche** @France_Blanche 28 Nov
 @vp66666 #Hollande veut faire baisser la mortalité en Afrique afin qu'ils soient + nombreux à immigrer en Europe. #GrandRemplacement
 Retweeté par !?(_)?
 Étendre

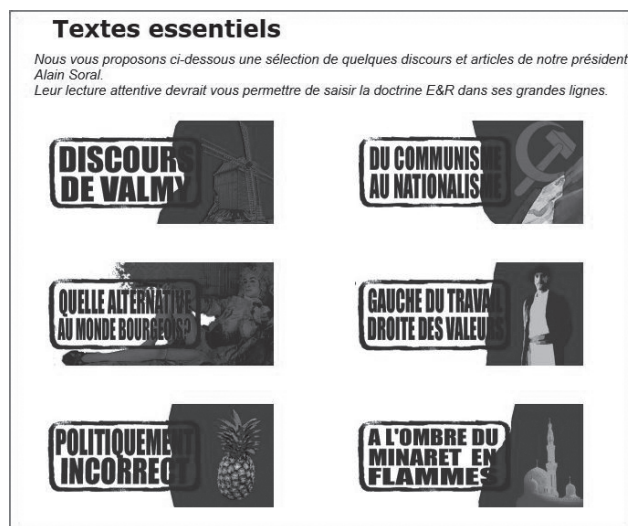
Voilà donc l'essentiel de l'information en images selon Novopress : « La montée de l'extrémisme islamique à travers le monde » ; « Allemagne : les manifestations contre l'islamisation prennent de l'ampleur » ; « Les Tunisiens fêtent leur nouveau

président... place de la Concorde à Paris » ; « Valls: "Jamais nous n'avons connu un aussi grand danger en matière de terrorisme" » ; « Cette camionnette qui fonce dans la foule du marché de Noël à Nantes » ; « Dijon: Il a fauché onze piétons en hurlant "Allah Akbar!" » ; « [Tribune] Zemmour et le délit de non-dit: le début de la fin » ; « Première mission de Vostok France dans le Donbass » ; « Le prochain livre de Michel Houellebecq fait déjà polémique » ; « Samedi 10 janvier 2015, venez fêter les 10 ans de la marche Sainte-Geneviève » ; « Marion Le Pen: "Il y aura une forme de remigration passive" » ; « Éric Zemmour s'exprime face à la polémique », etc., etc.

2. PSEUDO-DISSIDENCE ET FATRAS COMPTOTISTE: ÉGALITÉ ET RÉCONCILIATION (E&R)

Avant d'être un site internet (www.egaliteetreconciliation.fr) pourvoyeur d'« analyses » de l'actualité, E&R est un mouvement politique qui se définit comme « une association politique "trans-courants" créée en juin 2007. Son objectif est de rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action politique et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale. Nous nous réclamons de "la gauche du travail et

Mais l'essentiel n'est pas là sur E&R. L'essentiel, c'est « la pensée » de son président qui en dispense généreusement et modestement quelques bribes dès la présentation du site :



de la droite des valeurs" contre le système composé de la gauche bobolibertaire et de la droite libérale. » En réalité, E&R est avant tout l'œuvre de son président, Alain Soral, ainsi que le porte-voix de ses idées et... de sa personne, mise en scène de façon grandiose et ridicule sur la page d'accueil du site, contemplant l'histoire aux côtés de Jeanne d'Arc et d'autres « dissidents » auxquels il prétend s'identifier, comme Che Guevara, Vladimir Poutine, Patrice Lumumba, Hugo Chávez ou Mahmoud Ahmadinejad (on appréciera la cohérence de l'attelage).

Autant dire que dans un tel contexte éditorial, la « production et la diffusion de documents d'information » et le « journalisme », présentés comme des « activités » de l'association, prennent un tour assez saugrenu sur le site d'E&R. Tout d'abord, le site est chiche en informations à proprement parler: il existe bien des revues de presse depuis 2007, mais elles se contentent de classer par ordre chronologique des articles glanés à droite et à gauche sur des sites de la grande presse et alternatifs. Un « centre d'idées » propose bien diverses rubriques (religion, politique, économie, international, histoire, société, culture, communauté, défense, écologie, santé) qui pourraient rappeler celles d'un site d'information, mais la plupart d'entre elles sont soit très pauvrement garnies (un seul article dans la rubrique défense, deux dans les rubriques santé et écologie), soit ne proposent rien d'autres que des reprises de textes écrits pour la plupart ailleurs et par d'autres et qui n'entretiennent le plus souvent qu'un rapport ténu avec l'actualité.

Mieux, ce sont les chroniques vidéo de Soral qui font l'attrait principal d'E&R et qui monopolisent le classement des pages les plus visitées.

Soral apparaît donc finalement comme le comble de... l'éditocrate! Personnalisation outrancière, points de vue, pour ne pas dire divagations, strictement individuels assénés avec l'aplomb de ceux qui ne doutent jamais de rien, et érigés en leçons universelles, voilà un modèle éditorial qui ne manque pas de sel pour quelqu'un qui aime se présenter comme un « dissident », affrontant le « système », notamment médiatique (voir p. 40-41).

Que dire de la ligne indissociablement éditoriale et politique promue par Soral sur E&R? Le slogan « gauche du travail et droite des valeurs », qui pourrait tout aussi bien s'énoncer national-socialisme, rappelle évidemment des courants fascistes d'avant-guerre. En toute « logique », c'est donc un antisémitisme, à peine maquillé en antisionisme, qui fait la colonne vertébrale de la production d'E&R. À titre d'exemple, la provocation puérile et répugnante faisant office d'appel au don sur le site (voir ci-contre).

Voir aussi cet article de « la rédaction d'E&R » qui surfe sur l'engouement de toute l'extrême droite pour les fêtes (et singulièrement les crèches) de Noël, intitulé « Pas de sionisme à Noël » et qui recense tout ce qui dans l'actualité du mois de décembre peut donner lieu à des saillies judéophobes, comme ce commentaire d'une agression antisémite commise à Créteil:



« Sachant que les crimes odieux commis contre les juifs chaque année précipitent le départ de 2000 juifs français vers Israël, calculez combien de meurtres seront nécessaires pour vider la communauté juive française dans le pot israélien, selon les vœux du très démocratique et sympathique Bibi Netanyahu. » Voir encore, ces titres d'articles qui ne trompent pas quant à ce qui les inspire : « État des lieux de la liberté d'expression et de la domination sioniste sur la France » ; « Du culte de la Shoah comme pornographie mémorielle » ; « République, judaïsme et franc-maçonnerie » ; etc., etc.

Plus largement, s'expriment sur le site toutes les accointances idéologiques qui vont traditionnellement de pair avec un antisémitisme obsessionnel : un catholicisme militant (Soral expliquait dans un entretien filmé début décembre qu'« il faut refaire du catholicisme la religion d'État en France »), un nationalisme souverainiste qui s'opposerait au mondialisme des institutions européennes, et surtout un complotisme de tous les instants. Deux vidéos particulièrement éloquentes résument bien cette ligne. Il s'agit d'entretiens avec un certain Philippe Ploncard d'Assac, fils et continuateur revendu de Jacques Ploncard d'Assac qui fut un disciple d'Édouard Drumont et de Charles Maurras, membre de l'Action française et collaborateur du dictateur portugais Salazar. Intitulées « Le complot mondialiste », et « Le mondialisme », leur contenu est résumé ainsi : « Présentation,

synthèse du mondialisme, l'immigration au service du mondialisme, le messianisme juif, mise au point sur l'actualité... »

Il résulte de cet amoncellement hétéroclite de textes et de vidéos une grande confusion éditoriale, où des bribes d'analyse économique hétérodoxe cohabitent avec des vidéos de Dieudonné, où un extrait du Cid réalisé en 1961 qui est censé illustrer une fraternité possible entre chrétiens et musulmans, jouxte un entretien avec une historienne pointant « Les mensonges de la Révolution française » (sic), où le « journal de bord » de Jean-Marie Le Pen coexiste avec un texte intitulé « Stopper le tsunami migratoire, pour sauver nos mosquées », et où l'on n'hésite pas à lever le voile sur les multiples complots tramés aux États-Unis : « Marathon de Boston : la piste de "l'État profond" », ou plus classique, « La double imposture du 11 septembre », article dans lequel on se voit asséner qu'« il est évident que l'usage de mini-bombes nucléaires tend à renforcer la piste israélienne », ou plutôt celle de la « communauté organisée [qui] contrôle ces grandes chaînes [de télévision américaines] : la même dont font partie Larry Silverstein, Paul Bremer et tous les autres super-sayanim new-yorkais qui ont coordonné la destruction des Tours jumelles. » Fichtre !

On le voit, l'information n'est pas vraiment le fort, ni le but d'ailleurs, d'E&R. On l'a dit : la pièce de choix du site est constituée par les vidéos d'Alain Soral dissertant sur son canapé. On serait bien en peine de résumer les circonvolutions de ces longs, très longs (jusqu'à 1 h 30...) soliloques mensuels du président-penseur d'E&R. Tour à tour prophétique, goguenard, miséricordieux, menaçant ou sentencieux, mais toujours grave, Soral commente l'actualité de la France et du monde, ainsi que ses propres aventures (sexuelles, pugilistiques, mondaines, cinématographiques, politiques, « intellectuelles », etc.) à la lumière de sa grande hantise : le complot judéo-sioniste mondial...

Ce bref passage en revue de trois sites bénéficiant des plus fortes notoriétés parmi ceux qui propagent des idées d'extrême droite sur internet [1], n'épuise évidemment, et malheureusement pas

le sujet. Nous aurions aussi pu traiter, par exemple, de www.dreuz.info, site d'actualité très sélectif qui ne juge dignes d'intérêt que les « informations » à tonalité ultra libérale, ultra atlantiste, ultra pro-israélienne et, bien sûr, fanatiquement islamophobes. Partisan d'options politiques à peu près opposées, jouant sur le même registre antisémite et complotiste que son compère Alain Soral, Dieudonné vient quant à lui de lancer quenelplus.com, un site qui mêle, outre les tristes facéties de son maître d'œuvre, commentaire de l'actualité, critique des médias, et vidéos documentaires sur les sujets les plus divers, et qui semble promis à un « bel » avenir...

Utilisant toutes les potentialités d'interactivité, de réactivité, de mise en forme graphique, de production et de diffusion de contenu audiovisuel offertes par internet, tous ces sites constituent des médias à part entière. Des médias modernes et efficaces, mais dont l'audience massive repose essentiellement sur la capacité de mobilisation des courants politiques qui les inspirent. De purs et simples organes de propagande donc, presque des médias thématiques, pour qui « réinformer » ne peut être que révéler ce que les médias et les pouvoirs officiels ou occultes dissimulent. En aucun cas, aucun d'entre eux ne peut donc être considéré comme un média d'information.

Sauf à ce que les médias dominants ne participent, à leur corps défendant le plus souvent, à donner quelque audience aux obsessions de ces franges les plus radicales et « décomplexées » de l'extrême droite... Comme en 2009, lorsqu'avait été largement relayée la vidéo d'une agression dans un bus parisien, initialement diffusée sur Fdesouche ; ou beaucoup plus récemment, en offrant des tribunes à un porteur d'eau du FN et des identitaires comme Éric Zemmour, avant de faire de ses élucubrations le sujet principal de bavardage médiatique du moment – tous les sites susnommés se sont d'ailleurs régalez de la polémique...

[1] Le site www.alexa.com donne le classement suivant : E&R, 350° site en France ; Fdesouche, 754° ; Novopress, 5908° ; Polémia, 21512°. Mediapart est classé 488° ; Arrêt sur images, 1758° ; et Acrimed, 10216°...

LEURS CRITIQUES DES « MERDIAS »

Comme ce fut toujours le cas avec l'extrême droite et culmina avec le fascisme et le nazisme, les sites d'extrême droite se nourrissent de thèmes apparemment anticapitalistes contre « l'oligarchie » ou la « tyrannie médiatique », et se drapent dans la défense du « peuple » – le « vrai » – menacé par les barbares, les élites, les immigrés, l'islam aujourd'hui – qui a remplacé le judaïsme d'hier –, les apatrides – qui furent les juifs, et qui sont désormais les musulmans et les « élites mondialisées ». Au nom de quoi, ces représentants de la pureté française se présentent comme des briseurs de « tabous », des pourfendeurs de la « pensée unique », des ennemis du « politiquement correct ». Tous les médias qui ne partagent pas leur point de vue sont des ennemis. Et face à l'ennemi, un seul mot d'ordre: à l'assaut! On l'a compris: leur prétendue critique des médias – ou des « merdias », et autres « journalopes », selon le vocabulaire fleuri qui a cours dans ces sphères – n'est que l'habillage de leur propagande générale et d'un projet politique global.

LES « BOBARDS » DE POLÉMIA

En première ligne de ces sites de propagande qui vomissent tous les journalistes et tous les médias qui ne partagent pas leurs obsessions et *uniquement* parce qu'ils ne partagent pas ces obsessions: la fondation Polémia, créée et dirigée par Jean-Yves Le Gallou, ancien adhérent du Front national puis du MNR, et farouche partisan de la « préférence nationale ». La fondation, surtout active à travers son site internet, organise tous les ans une « journée d'étude de la réinformation » et la cérémonie des « Bobards d'or ». Son analyse de l'ordre médiatique? Laissons son président s'exprimer, à l'ouverture des Bobards d'or 2014:

« Nous vivons dans une démocratie d'apparence, car en vérité le régime que nous subissons est une tyrannie, une tyrannie médiatique, en ce sens que les médias sont le principal instrument du pouvoir. Ce sont les troupes d'occupation mentale qui colonisent nos esprits [...] Ils sélectionnent les élites si l'on ose dire politiques, ce sont eux qui asservissent le peuple à l'idéologie politiquement correcte, cosmopolite, marchande, mondialiste, immigrationniste, homosexaliste. »

Même dépouillée de ses outrances et de son vocabulaire malodorant, cette critique n'en est pas une – ou plutôt, elle est purement politique: loin de contester le fonctionnement réel (dont elle n'a cure) d'un système médiatique qui impose le cadre du débat, elle lui reproche simplement la nature de l'idéologie qu'il imposerait.

Cette idéologie, le « politiquement correct », désigne en l'espèce ce qui déplaît à l'extrême droite: pour la voir à l'œuvre dans les médias, il faut les observer avec de solides œillères et un bandeau à chaque œil. Mais impossible n'est pas français, et les organisateurs des Bobards d'or se proposent ainsi de décerner le « bobard de cuivre »: « *Le bobard de cuivre, c'est une histoire à l'eau de rose, celle du mariage d'amour entre la France et des immigrés qui la mettent en coupe réglée. Campements sauvages, vols de métaux, clandestins, délinquance, les médias français rivalisent d'imagination et parfois de poésie pour transformer tout cela en conte de fées.* »

Trois nominés: Yann Barthès, pour sa contre-enquête sur « une grande enquête sur les Roms » publiée dans *Valeurs actuelles*; David Pujadas, pour



un reportage dans lequel le travail d'un Rom est qualifié de « ferrailage » (« «Ferrailage» qui remplace vol de métaux, et voilà un Rom qui réussit son «intégration»! », s'indignent les chasseurs de « Bobards »); et le Huffington Post, pour son « traitement (un temps) compassionnel de l'affaire Leonarda ». *Sic!* La récolte est maigre, mais le défi était de taille.

On l'aura compris, la critique des médias n'est ici qu'une occasion de ruminer de vieilles obsessions. Autre illustration, exemplaire, la dernière « Chronique de Michel Geoffroy, essayiste », publiée en « exclusivité » sur Polémia, intitulée « Islamisme, djihadisme: vous reprendrez bien un peu de bobards? » (24 déc. 2014). Titre alléchant, mais dont le contenu est un

peu décevant. Il s'ouvre en effet par ce préambule: « *L'islam est, nous le savons tous, une religion de paix et d'amour. Prétendre le contraire nous exposerait de toute façon à bien des désagréments et à des poursuites judiciaires en Europe. Cela étant posé, examinons donc comment nos médias, qui ont le souci de bien nous informer, s'efforcent de nous présenter certains événements qui pourraient contredire cette vérité d'évidence. Première règle: il faut, bien entendu, scrupuleusement distinguer l'islam de l'islamisme et si possible celui-ci du djihadisme.* »

Les choses sont claires: il s'agit purement et simplement d'un pamphlet anti-islam et anti-musulman, qui se cache – à peine – derrière la dénonciation des mensonges de « nos médias ». Mensonges qui commencent, selon l'auteur, avec la distinction entre islam, islamisme et djihadisme: islamophobe hypersensible, il met en cause un malheureux journaliste du *Figaro*, coupable de ne pas enquêter sur les armées islamo-djihadistes en rendant compte du récent drame de Joué-lès-Tours: « *Tout seul aussi Bertrand Nzohabonayo qui a agressé des policiers en criant "Allah Akbar" à Joué-lès-Tours: car lui et son frère aîné se sont radicalisés "en dehors de toute appartenance à une filière traditionnelle"* (LeFigaro.fr du 22 déc. 2014). *On ignorait qu'il existât des "filières traditionnelles" de djihadisme là-bas, mais le journaliste, par discrétion sans doute, ne nous éclaire pas sur la chose.* »

L'OJIM, SOUS-MARINE?

Autour de la fondation Polémia gravite notamment un satellite particulier, « l'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique » (OJIM), créé par Claude Chollet, un ancien dirigeant des labos Ipsen, mais aussi un ancien du Grece (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) au sein duquel se regroupait la « Nouvelle Droite ». Mais contrairement à Polémia (et à une flopée de sites équivalents), on cherche manifestement, sur le site de l'OJIM, à gommer toute proximité explicite avec l'extrême droite. Aucun des liens proposés par le site ne renvoie à des

sites d'extrême droite, mais plutôt à des sites et des médias classés « à gauche », à l'exception de... Polémia, chaleureusement et abondamment citée. La Charte du site évoque aussi, et positivement, les *Nouveaux Chiens de garde*, le livre et le film – et il arrive même que l'OJIM annonce la sortie de *Médiacritique(s)*.

Que trouve-t-on sur le site de l'OJIM (dont la présentation est très élaborée)? Pas grand-chose pour l'instant, même si le site se développe, et montre déjà des priorités significatives. Plutôt que d'informer sur l'information (selon notre heureuse formule), l'OJIM informe prioritairement sur « ceux qui nous informent », dont il multiplie les « portraits ». Et cette information consiste non seulement à retracer leur carrière professionnelle, mais à débusquer leurs préférences politiques quelles qu'elles soient et quelle que soit leur incidence sur leurs pratiques journalistiques, pour peu que ces préférences ne soient pas d'extrême droite. À grand renfort de lourdes allusions ou connotations. Quelques exemples: le portrait de Paul Amar insiste lourdement sur ses liens avec la Licra, Laurent Ruquier est présenté comme « le gay passe-partout », Harry Roselmack comme le « gendre martiniquais idéal ». En contrepartie, Éric Zemmour a droit à un article sous-titré « une certaine idée du journalisme à la française », et qui commence par rappeler quelques vérités trop souvent oubliées: « *Il est devenu tellement célèbre pour ses joutes télévisuelles et son talent de polémiste qu'on a tendance à l'oublier: Éric Zemmour est avant tout écrivain et un brillant*

journaliste politique qui dans ses essais et ses articles analyse inlassablement l'évolution de la vie politique française, à laquelle il donne une profondeur historique »

Mais pour le reste, ces portraits restent généralement factuels: on sent l'effort de neutralité « ni droite ni gauche », dans un souci manifeste de respectabilité – et sans doute l'intention de ratisser plus large. L'OJIM produit également des « dossiers », dans lesquels on trouve le même confusionnisme: celui sur la « critique des médias en plein essor » en dresse un panorama où se succèdent Acrimed, Yann Barthès, Le Gallou, Joffrin, Halimi, Plenel, dans un joyeux gloubiboulga qui tient à distance toute perspective politique, et dont la conclusion est réservée à Claude Chollet, qui, « *plutôt, parle de "complémentarité"* ».

Alors l'OJIM, observatoire impartial ou sous-marin de Polémia? Sans doute moins marqué à droite que d'autres, l'OJIM fait cependant partie de la même sphère, et peut-être de plus en plus clairement. Semblent en témoigner des publications récentes, comme un article du 20 décembre sur le drame de Joué-lès-Tours, et qui, en parfaite symbiose avec Polémia, s'insurge contre les médias qui n'ont pas repris aussitôt la version du *Figaro*, reprenant celle de la police, « indiquant que l'agresseur est un islamiste » (version qui a ensuite été contestée). Affaire qui permet en tout cas, selon l'OJIM, de mesurer à quel point les médias peuvent ainsi « *se méfier de la police dans les cas de bonne foi les plus évidents* »! Depuis novembre, l'OJIM accueille également



sur son site une nouvelle rubrique vidéo, intitulée « Jusqu'à preuve du contraire », « réalisée par le talentueux Christopher Lings », et proposant un « top 4 des désinformations » du mois, épinglant par exemple *Le Monde*, qui dans un article vidéo compte « 20000 détenus d'origine étrangère », au lieu de *nationalité* étrangère. Alors que si on compte l'origine... Le « talentueux Christopher Lings » est par ailleurs responsable du « Bréviaire des patriotes », ayant pour ambition de « rassembler, au-delà des partis politiques et du capharnaüm actuel, celles et ceux qui partagent avec nous une "certaine idée de la France" inscrite dans le marbre de notre histoire »...

ALAIN SORAL, OU LE PUZZLE À UNE PIÈCE

Alain Soral, et son site Égalité et réconciliation, est une autre figure importante, au moins par son audience, de la critique des médias venue de l'extrême droite. À peu près aussi inconsistante que les précédentes, elle se distingue surtout par la prééminence donnée au « sionisme », par lequel tout s'explique et tout se comprend. C'est ce que montre clairement, mais sur le mode de la dénégation, un papier intitulé « La nouvelle information », publié par la « rédaction E&R » le 21 août dernier : « La protection quasi-automatique du bouc émissaire établie par le pouvoir français pro-sioniste (c'est plus prudent et précis que « sioniste ») a conduit à une perversion inattendue : le bouc émissaire d'hier se permettant de graves atteintes à la liberté d'expression de la majorité sous prétexte de souffrance passée sacralisée, de souffrance actuelle hyper médiatisée, voire de souffrance à venir. Sans vouloir tout ramener au sionisme, car nous essayons d'illustrer notre hypothèse de travail par des exemples politiques concrets, qui au final concernent tout le monde. Le bouc émissaire, devenu intouchable, a pris le pouvoir, dans un pays chrétien, qui tenait à ne discriminer personne [...] les médias dominants ne servent plus qu'à cacher cette prise de pouvoir injuste sur une base morale. »

On aurait tort de rire de ces fariboles : cette « hypothèse de travail » est la

clé conférant à qui la possède une supériorité « décisive » en matière (notamment) de critique des médias : « La pièce du puzzle politique qui donne actuellement un avantage décisif à E&R dans la guerre informationnelle – et cela a un coût – est évidemment

nous pas aussitôt la cible des foudres toutes-puissantes du « pouvoir pro-sioniste » ? Mais foin de ces balivernes : nous nous contenterons de renvoyer, par exemple, à nos articles sur le traitement médiatique du conflit au Moyen Orient, où l'on pourra trouver



la réalité du pouvoir pro-sioniste. Une pièce qui manque par exemple cruellement au Monde diplomatique, ou à Acrimed, qui ne franchissent jamais la ligne rouge. Une pièce qui brûle, car elle a été chauffée au fer rouge. Les limites éditoriales et les difficultés matérielles de ces titres respectables en sont la sanction. Non pas que tout média doive devenir antisioniste lourd, mais quand on fait l'hypothèse d'un « pouvoir pro-sioniste en France », soudain, les autres pièces s'éclairent. Soudain, toute l'énergie circule entre les pièces. Soudain, beaucoup de choses cachées deviennent visibles. Mais il ne s'agit que d'une pièce, et elle n'explique évidemment pas tout : nous ne sommes pas siono-centrés. Il ne s'agit pas d'une obsession mais d'une hypothèse de travail fertile, qui sera admise par la majorité un jour, puis abandonnée pour une pièce supérieure, plus explicative encore. »

Et si l'on fait l'hypothèse que « sioniste » est ici la version « prudente » de « juif », soudain tout s'éclaire, et l'on retrouve les rengaines éculées du complotisme antisémite. Non sans quelques flottements : nous suffirait-il de franchir « la ligne rouge » pour mettre fin à nos « difficultés financières » ? Ne serions-

une analyse sinon « respectable », du moins argumentée, fondée sur des exemples précis, expliquant les biais de l'information sans recourir à l'« hypothèse » rudimentaire et absurde d'un complot juif.

Il faut cependant admettre que la judéophobie, et plus généralement la vision racialisée du monde font parfois des merveilles en matière de critique des médias. Écoutons par exemple le « président » d'E&R analyser brillamment l'interview de Poutine par Elkabbach : « Et puis on a vu aussi le petit Elkabbach, là c'est mon analyse un peu plus racialement communautaire, qui est finalement le petit sémitaire séfarade, se soumettent finalement comme une femme à quelqu'un qui représente encore je dirais la virilité euh... aryenne, même si elle est slave. Vous voyez ? Et ça c'est la juste hiérarchie traditionnelle, vous voyez ? Quand Poutine ouvre sa gueule, un Elkabbach la ferme. Et c'est comme ça que se conçoit un monde qui fonctionne bien. [...] La fascination d'Elkabbach pour Poutine, comme y'avait à l'époque la fascination de Moati pour Le Pen, je pense que c'est le même rapport, et qui correspond à la juste hiérarchie des cultures, je dirais pas des races hein, des cultures. »

« Des cultures », c'est plus prudent que « des races », comme « pro-sioniste » était plus prudent que « juif » – mais ce n'est pas plus intelligent. C'est le niveau zéro de la bouillie réactionnaire, glorifiant en l'occurrence la « juste hiérarchie » des races et des sexes: « l'aryen » au-dessus du « sémite », l'homme au-dessus de la femme. Et Soral appelle cela une « analyse »! Pointer les pratiques éditocratiques d'Elkabbach, sa proximité avec les politiques avec lesquels il coproduit ses interviews complaisantes, le mépris qu'il réserve aux syndicalistes, ses approximations journalistiques et ses amours patronales: tout cela n'intéresse pas Soral, qui préfère y voir l'incarnation du « petit sémite séfarade ». À chacun ses œillères.

On ne s'étonnera guère de voir Soral goûter fort peu la sociologie des médias, et en particulier sa version bourdieusienne, pour des raisons qu'il détaille ainsi: « Tous les gens un peu formés savent que Bourdieu, c'est de la merde, quoi, c'est zéro, c'est peau de balle, quoi. »

Fulgurance que Soral se garde bien d'étayer par quelque considération que ce soit [1]. Deux vidéos sont – apparemment – censées s'en charger: la première est une phrase extraite de son cours sur Courbet au Collège de France, phrase certes longue, mais sensée et compréhensible. La seconde est introduite ainsi par Soral: « Et surtout le discours de Bourdieu sur les médias! C'est d'une faiblesse euh... » Suit un extrait d'un cours sur la télévision, où Bourdieu, au milieu d'un raisonnement, se voit affublé par incrustation de deux acolytes mimant savoureusement l'expression « enculer des mouches ». Et Soral de conclure, après cette démonstration « d'une force euh... »: « C'est... 'fin bon, on va pas revenir là-dessus ». Se doute-t-il que le mépris dont il fait preuve à l'égard de Bourdieu n'est qu'une version moins articulée mais plus arrogante – mélange typiquement soralien – de celui de nombreux éditocrates? Il constitue en tout cas, aux yeux de beaucoup de gens sinon « un peu formés », du moins doté d'un peu de curiosité intellectuelle, un terrible aveu d'ignorance ou de bêtise, et sans doute des deux.

SIONISÉS VS SIONO-ÉGO-CENTRÉ

Reconnaissons cependant à Soral de n'être pas – que – « siono-centré ». Il est aussi très auto-centré, et c'est le second pilier de sa critique des médias, selon un raisonnement simple: Soral incarnant la Dissidence, tout média s'en prenant à lui est un chien de garde du Système (car c'est avec de tels concepts à majuscule que s'écrit l'histoire soralienne). En août 2013, Manuel Valls évoque Soral dans un discours à l'université de La Rochelle, et – selon la vision hallucinée de Soral – les médias à sa botte lui emboîtent le pas: « Dans ces médias qui montent au créneau, on a des médias auxquels on s'attendait moins – mais ça permet justement de montrer comment marche le système de domination: on a Le Canard enchaîné qui s'acharne, deux fois [...], Politis, ce qui est assez étrange, puisqu'à l'époque je me rappelle Politis avait eu pas mal d'ennuis pour avoir été trop pro-palestinien, mais je pense que le ménage a dû être fait, le capital a dû changer, et tout ça a dû être sionisé en douceur; et le plus étonnant, et pour moi le plus jouissif [...], c'est Le Monde diplomatique [qui], il est clair maintenant, fait le chien de garde pour le système de domination, aux ordres de Valls notamment, qui lui-même est aux ordres du CRIF »

Le *Diplo* avait en effet publié un article sur Soral: crime de lèse-majesté, et signe indubitable de sa soumission au Système. Un an plus tard, *Le Monde diplomatique* est devenu un chien de garde « respectable ». Comprenez qui pourra... Dans la même vidéo, Soral s'en prend aussi à Mermet, coupable

d'avoir évoqué l'article avec l'équipe du *Diplo*: « Ils parlent tous de moi en disant que je suis banni des médias, mais ça vient pas à... – je dis ça pour monsieur Mermet là [en saluant la caméra]: si je suis banni des médias, le meilleur moyen de savoir qui je suis et ce que j'ai à dire c'est de m'inviter, pourquoi tu m'invites pas, vieille salope? parce que tu sais... parce que t'as pas le droit? »

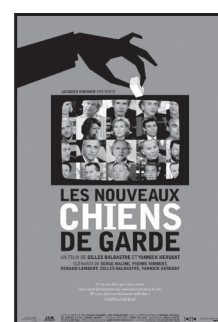
Le *Canard*, *Politis*, le *Diplo*, Mermet: tous des « salopes sionisées », pour reprendre les puissants concepts soralien, puisqu'ils ont eu le toupet de se pencher sur les analyses soralien sans crier au génie.

Nous ferons donc « l'hypothèse de travail » que ces critiques réactionnaires des médias sont en tous points opposés à la nôtre. Nous n'avons ni les mêmes références, ni les mêmes pratiques, ni les mêmes objectifs. Mais soyons sans illusions: quelques ressemblances superficielles, des convergences apparentes et de détail devraient suffire aux petits et aux gros trafiquants d'amalgames entre les « extrêmes ». Débusquer ces faussaires est une composante indispensable de la critique des médias et de la critique de la médiatisation de l'extrême droite.

[1] Une incrustation nous renvoie à la vidéo du mois précédent, où Soral s'applique à expliquer pourquoi Pierre Carles est un « demi-crétin » – notamment parce qu'il se réclame de Bourdieu: « Bourdieu n'est pas marxiste, c'est un positiviste, c'est un comtien, c'est un couillon. » Et? C'est tout.



MÉDIA(BOU)TIQUE



LIVRES D'ACRIMED — 7 €

12 €

DVD — 17,90 €



5. 6. 7. 8.
AUTOCOLLANTS CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL



T-SHIRT — 15 €

Prérétréci,
90 % coton, 10 % polyester
5 tailles disponibles :
XXL, XL, L, M, S

Adhérer
Acheter en ligne
boutique.acrimed.org

>> Je fais un don de soutien à Acrimed d'un montant de

>> J'adhère ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

☐ Cotisation de base : 30 € ☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants : 10 €
☐ Revenus > 2000€ mensuels : 60 € ☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA : 5 €

>> Je m'abonne pour un an (soit quatre numéros) à Médiacritique(s) à partir du n° ...

☐ Tarif adhérent : 10 € ☐ Tarif normal : 15 € ☐ Tarif de soutien : 20 € (ou plus...)
☐ Union européenne et Suisse : 25 € ☐ Reste du monde : 32 €

>> Je commande (frais de port compris – pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)

- ☐ Le T-shirt « La télé commande » : 15€. Taille : ...
- ☐ Le(s) ancien(s) n° de Médiacritique(s) : 3€ le numéro (épuisés : n°s 1, 10, 11 et 12).
- ☐ Le(s) livre(s) n° d'Acrimed, aux éditions Syllepse : 7€ pièce.
- ☐ Le livre L'Opinion, ça se travaille..., aux éditions Agone : 12 €.
- ☐ Le DVD des Nouveaux Chiens de garde : 17,90€.
- ☐ Des autocollants : prix libre (min. 2€ pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros ; sinon vous recevrez par défaut un assortiment.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,
et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante :

Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris

Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : acrimedinfo@gmail.com

BEYTOUT / JOFFRIN : VIOLENCE DES ÉCHANGES EN MILIEU INTERNET

En manque d'apparitions médiatiques, deux directeurs de journaux ont eu le coup de génie de faire sur Internet comme à la télévision : un débat vraiment faux entre deux éditorialistes. Ainsi est né « Beytout-Joffrin : le sujet qui fâche ». Le résultat est à la hauteur de l'originalité du concept, à l'image de ses audiences.

On ne compte plus les innovations permises par Internet. Dernière en date : quand deux éditorialistes manquent de ronds de serviette à la télévision, ils s'en créent un nouveau sur le Web. Ainsi naissent des concepts comme « Beytout-Joffrin : le sujet qui fâche ». Soit six minutes quotidiennes de débat acharné entre d'un côté : Laurent Joffrin, directeur « de gauche » du journal *Libération*, et de l'autre : Nicolas Beytout, directeur « libéral » (on ne dit pas « de droite ») du quotidien *L'Opinion*. Et on vous prie de croire que les deux belligérants en ont, des choses sur lesquelles s'affronter, car ils ont de quoi faire une émission de six minutes par jour, du lundi au vendredi. D'ailleurs, entre eux, c'est un vieux combat : naguère ils se fâchaient régulièrement sur RTL et BFM TV.

Chaque matin à neuf heures, sur les sites de *Libération* et de *L'Opinion*, les fans (et ils sont nombreux, à en croire le nombre de vues réalisées par les vidéos) peuvent ainsi s'instruire sur des questions telles que « Emmanuel Macron est-il libéral? », « La droite française est-elle toujours la plus bête du monde? », « 35 heures : la gauche la plus bête du monde? », ou encore « Travail le dimanche : pour ou contre? » N'en disons pas plus, sous peine d'éventer des sujets que vous voudriez découvrir par vous-même. Sachez toutefois, en guise d'avertissement, que la violence des échanges atteint parfois des limites insoupçonnées, comme lorsqu'il s'agit par exemple de savoir « où s'arrêtera la chute de la gauche » (le 29 septembre 2014).



« Macron n'est pas libéral, mais il est plus libéral que ceux qui défendent l'État »



Ce jour-là, ça commence en effet très fort avec Laurent Joffrin qui d'emblée remet en cause l'intitulé du débat : « j'ai cru déceler dans cette question un brin de perfidie », envoie-t-il à la figure de Nicolas Beytout. Et bim ! Sauf que, lui rétorque l'adversaire, « c'est un choix commun, Laurent ». Et boum ! Le ton est donné, les deux hommes ne se feront pas de cadeaux. Inévitable, le massacre surviendra à 2'35", quand Laurent Joffrin lâche : « Alors là pour le coup je suis d'accord avec vous ». Nicolas Beytout se relèvera-t-il de ce coup de fusil calibre 45 ? Nous vous laissons le découvrir dans la vidéo en question.

Mais ça, c'était le 29 septembre. Et depuis ? Eh bien depuis, les deux compères poursuivent leurs activités, avec un succès jamais démenti – leurs vidéos atteignent parfois les 600 vues !

Et le poids du temps qui passe n'a pas émoussé la virulence des débats. Ainsi de l'émission du 10 décembre 2014 où l'on se demandait si « Emmanuel Macron est un libéral ». « Je ne crois pas qu'Emmanuel Macron soit un libéral », assène un Laurent Joffrin sûr de son fait dès le départ. C'est le début d'une explication hésitante que conclura un Nicolas Beytout royal : « Donc si je comprends votre tentative de raisonnement, il n'est pas libéral mais il défend des mesures libérales ». Et le même Beytout d'apporter sa propre contribution quelques instants plus tard : « Emmanuel Macron n'est pas libéral, mais il est plus libéral que ceux qui défendent l'État ». Voilà qui a dû changer la vie des 135 personnes ayant regardé la vidéo.

« Alors là pour le coup je suis d'accord avec vous »

À nous maintenant, si MM. Joffrin et Beytout nous le permettent, de leur suggérer une idée de discussion : leur débat est-il, pour reprendre la terminologie de Pierre Bourdieu, « faussement vrai » ou « vraiment faux » ?